

AAFI
AFICS



BULLETIN

ASSOCIATION DES ANCIENS FONCTIONNAIRES INTERNATIONAUX - Genève
ASSOCIATION OF FORMER INTERNATIONAL CIVIL SERVANTS - Geneva

Vol. 67, No. 2
Mars – March 2008



More than 350 participants at our Seminar on Long-term care
Plus de 350 participants à notre séminaire sur les soins de longue durée

Bureau C.544-1, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10

Tél: Secrétariat +41 (22) 917 33 30, Président +41 (22) 917 26 26 -- Fax: +41 (22) 917 00 75

Banque UBS SA Genève: 240 128.594 LUT -- Compte de chèques postaux Genève: 12-7881-5

E-mail: aafi-afics@unog.ch

Site internet (français): www.unog.ch/afics/aafi.htm, Web (English): www.unog.ch/afics/afics.htm

VOL. 67, NO. 2

Mars – March 2008

Table des matières

	<i>Page</i>
AAFI-AFICS DÉJEUNER D'ÉTÉ	2
EDITORIAL	3
NOUVELLES DE L'AAFI-AFICS	4
LA VIE DES AUTRES ASSOCIATIONS	5
LA VIE DES ORGANISATIONS	6
SANTÉ	7
CONFÉRENCE DE BALI : LANCER LA MACHINE	9
PENSIONS	11
FISCALITÉ	13
PETITS RIENS ET GRANDS MOMENTS	14
COURRIER DES LECTEURS	17
NOUVEAUX MEMBRES	46
CHANGEMENTS D'ADRESSE	48
ILS NOUS ONT QUITTÉS	49

Table of Contents

	<i>Page</i>
AAFI-AFICS SUMMER LUNCH	2
EDITORIAL	22
NEWS FROM AAFI-AFICS	23
NEWS FROM OTHER ASSOCIATIONS	24
NEWS FROM THE ORGANIZATIONS	25
HEALTH	25
THE BALI CONFERENCE: SETTING THE WHEELS IN MOTION	28
PENSIONS	30
TAXATION	32
OF CABBAGES AND KINGS	33
HUMOUR	35
BOOK REVIEW	36
LETTERS TO THE EDITOR	38
NEW MEMBERS	46
CHANGES OF ADDRESS	48
THEY HAVE PASSED AWAY	49

**AAFI-AFICS
DÉJEUNER D'ÉTÉ**

Mardi 24 juin 2008
Apéritifs à partir de 12 h

Restaurant du BIT – Niveau R.2

**AAFI-AFICS
SUMMER LUNCH**

Tuesday 24 June 2008
Aperitifs from 12:00

ILO Restaurant - Level R.2



MENU

Saumon fumé en rémoulade de céleri

Emincé de canard à l'orange

Framboisier

Kir et jus de fruit en apéritif, vins, minérales et café compris

Prix / Price : 45.00 (tout compris/all inclusive)

**Inscription par écrit (fax ou courriel) jusqu'au 19 juin 2008
Registration in writing (fax or e-mail) by 19 June 2008-02-07**

**AAFI-AFICS, Bureau C.544-1, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10
e-mail : aafi-afics@unog.ch - Fax. 022 917 0075**

EDITORIAL

MOURIR SOUS LE DRAPEAU DES NATIONS UNIES

« *Mourir pour la Patrie est le sort le plus beau, le plus digne d'envie* » ... Ce vers d'un obscur auteur français de chants patriotiques du 19^{ème} siècle a, depuis, été maintes fois offert à titre de « consolation » - en France, mais sûrement en bien d'autres langues dans bien d'autres pays aussi - aux familles des millions et des millions de soldats tombés dans des combats où ils étaient indifféremment les attaquants ou les attaqués. Quant aux victimes civiles, tous sexes et âges confondus, leur Patrie les pleurerait aussi, certes, mais ce n'étaient pas eux les héros : ces malheureux faisaient partie des « dégâts collatéraux », comme on dit aujourd'hui : une autre catégorie que celle des guerriers : juste des victimes ; même si, par définition, elles étaient innocentes.

Mais dans quelle catégorie doit-on placer ceux qui, depuis soixante ans cette année, sont venus de plus de cent vingt pays servir sous le drapeau des Nations Unies - et non sous celui d'une nation tout court - pour servir la paix, s'interposer entre les belligérants et non pour faire - eux - la guerre ? Et qui y ont perdu la vie. Fin novembre 2007, ils étaient plus de 2.400 dans les seules opérations de maintien de la paix de l'ONU (personnels en uniforme et civils) menées depuis 1948, sans compter les collègues tués dans les multiples opérations humanitaires menées par les institutions et les programmes spécialisés.

Comment appeler les dix-huit hommes et femmes du HCR, du PNUD, du FNUAP, du PAM, du BIT, de l'ONUDI, d'ONUSIDA, d'UNDSS, massacrés le 11 décembre dernier à Alger, par les barbares qui tirent aujourd'hui, plus sauvagement que jamais, sur tout ce qui bouge en faveur de la paix ?

« *Ce sont de véritables martyrs* » a déclaré le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon lors de la cérémonie poignante qui s'est tenue le 23 janvier dans la grande Salle des Assemblées du Palais des Nations à Genève, en présence des familles des victimes et des fonctionnaires de Genève venus en masse : « *Nos collègues travaillaient aux Nations Unies à Alger, non pas pour mener une action politique, encore moins pour promouvoir les intérêts d'un groupe de nations ou de personnes aux dépens de ceux d'autres nations ou personnes. Ils étaient là-bas pour travailler au développement, soutenir la croissance industrielle durable et promouvoir le travail et la formation. Ils étaient là-bas pour combattre le sida, améliorer la santé des femmes et répondre aux besoins des réfugiés* »

Le Secrétaire général a souligné que « *Nous devons prendre des initiatives pour améliorer notre sécurité à l'échelle mondiale. Nous ne pourrons jamais travailler totalement à l'abri des menaces à notre sécurité et jamais nous ne devons devenir une forteresse, emmurés face à ceux que nous sommes là pour soutenir. Mais nous devons apprendre à accomplir notre mission envers les autres, tout en assurant la protection des nôtres* » M. Ban Ki-moon a alors annoncé la mise en place d'un panel indépendant d'experts pour « *étudier les questions de sécurité des personnels et des locaux des Nations Unies dans le monde entier* ». Cette annonce répondait à la demande pressante, formulée immédiatement après l'attentat d'Alger, par les associations de fonctionnaires et leurs fédérations, réclamant qu'une action urgente soit prise. L'AAFI-AFICS, comme assurément toutes les associations d'anciens fonctionnaires internationaux, appuie avec force cette démarche de nos collègues en activité.

Une importante résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la « *Sécurité du personnel humanitaire et protection du personnel des Nations Unies* » était en préparation au moment de l'attentat. Elle a été adoptée sans vote par tous les Etats membres une semaine après, le 17 décembre 2007 (A/RES/62/95) et donné opportunément au Secrétaire général le puissant appui politique qui lui permet maintenant d'organiser dans les meilleurs délais les mesures indispensables que nous attendons tous.

Jean-Jacques Chevron

Une lettre exprimant l'émotion et l'indignation de la communauté toute entière des anciens fonctionnaires internationaux a été adressé le 13 novembre au Secrétaire général par Witold Zyss, président de la FAAFI et le Livre du Souvenir ouvert au Palais des Nations a été signé par le président de l'AAFI-AFICS au nom de tous les membres de l'Association.

NOUVELLES DE L'AAFI-AFICS

DATES À RETENIR

Mardi 24 juin 2008

Déjeuner d'été, au restaurant du BIT, niveau R.2

Invitée d'honneur : Mme Jan Beagle, nouvelle Directrice générale adjointe de l'Office des Nations Unies à Genève (sous réserve de sa présence à Genève ce jour là).

29 septembre-6 octobre 2008

Excursion culturelle à Prague, la Bohême du Sud et les villes d'eau

Tous les mercredis
09h00 – 12h30

Permanence au bureau C-544-1 au Palais des Nations
Tél. 0041 22 917 3330

EXCURSION CULTURELLE, PRAGUE, LA BOHEME ET LES VILLES D'EAU (29 SEPTEMBRE – 6 OCTOBRE 2008)

Visite de la vieille-ville de Prague : le quartier juif, le pont Charles, Place de la République et l'Hôtel de ville. Découverte du château, le Hradcany : le couvent, sa bibliothèque et les jardins. En Bohême du Sud, visite du château de Hluboka, et de la pittoresque ville de Trebon, en passant par Holasovice, village avec plusieurs constructions classées par l'UNESCO, et continuation à Ceska Krumlov. Marianske Lazne, Karlovy Vary avec ses bâtiments thermaux majestueux, et une excursion journalière à Dresde, sont aussi sur le programme ainsi qu'un concert classique et un dîner croisière sur la Moldau.

Prix approximatif : environ CHF 1750 par personne en chambre double

Si ce programme vous intéresse, veuillez nous écrire ou envoyer un courriel **dès que possible**. Nous vous enverrons un programme plus détaillé sur demande.

CARTES MAGNETIQUES

Plusieurs membres nous ont demandé de recevoir des cartes magnétiques pour entrer au Palais des Nations. Ces cartes, malheureusement, ne sont délivrées qu'aux fonctionnaires en activité.

GROUPE DE LA REGION PACA

Un certain nombre de nos membres habitent ou ont des résidences secondaires dans la région PACA et participent aux déjeuners organisés avec succès trois ou quatre fois par an par Marcel et Vera Gabbay. Au déjeuner tenu le 12 janvier 2008 à St. Aygulf, les participants ont souhaité continuer cette tradition en se retrouvant par exemple en janvier et juin. Pour permettre la mise à jour de la liste de ceux qui sont intéressés, veuillez écrire ou envoyer un courriel à Lydia Kerebel, Les Jardins de César, 18 allée Cicéron, 83500, Fréjus (kerebel1@tiscali.fr) ou à Elisabeth Belchamber (ebelchamber@bluewin.ch).



LA VIE DES AUTRES ASSOCIATIONS

AOMS - Association des Anciens de l'OMS, Genève

Assemblée générale et Réception annuelle

L'Association des Anciens de l'OMS a tenu sa 5^{ème} Assemblée annuelle au Siège de l'OMS le 25 octobre 2007. Son président, Roger Fontana, a souhaité la bienvenue aux participants, dont certains étaient venus de loin assister à la réunion. Le Dr Daniel Flahaut qui a longuement servi l'OMS, entre autres lors de la mission de l'Organisation au Congo au début des années 60, a été élu président de l'Assemblée.

Le Dr Margaret Chan, Directeur-Général de l'OMS, absente de Genève, était représentée par le Dr Isabelle Nuttal. Elle a salué les participants disant que c'était un honneur d'avoir l'occasion de se trouver parmi d'anciens collègues et amis. L'AAFI-AFICS était représentée par son vice-président, Jean Hanus.

David Cohen, le rédacteur-en-chef des « Nouvelles Trimestrielles », le bulletin de l'AOMS, a fait part du succès rencontré par la publication. Des lecteurs ont envoyé des messages de soutien, appréciant les articles concernant l'histoire de l'OMS, tandis que d'autres marquaient leur appréciation de la nouvelle présentation des « Nouvelles ». Le président a exprimé sa gratitude à Rosemary Bell pour le soutien sans faille apporté aux retraités, en particulier au travers de l'ancien groupe d'entraide.

L'Assemblée générale a adopté le rapport financier ainsi que le budget proposé. Anthony Ingram, qui avait contrôlé les comptes, a exprimé le désir d'être désormais libéré de cette tâche ; l'Assemblée l'a chaleureusement remercié pour les services qu'il a rendus pendant des années ; Charles Hager a été désigné pour lui succéder. Ont suivi des présentations faites : sur l'Assurance Maladie par sa coordinatrice, Claude Hennetier, et sur les Pensions par Ronald Goossens et Marie-Léonce Errera, du Bureau de Genève de la Caisse des pensions des Nations Unies. Le président a clos l'assemblée en remerciant de leur présence les différents représentants, les interprètes, les assistants bénévoles de l'assemblée, ainsi que les services de sécurité, de l'imprimerie, du courrier pour le soutien apporté à l'AOMS. L'AOMS a donné sa réception annuelle le 5 décembre 2007, laquelle a rencontré son succès habituel : 233 membres se sont trouvés réunis autour d'un buffet généreusement garni, dominé par des plats orientaux. (*Nouvelles trimestrielles de l'AOMS, octobre- décembre 2007*).

ARICSA – Vienne

Notre bulletin de décembre 2007 a fait savoir que Peter Lillie avait succédé à Josephine Andorfer au poste de Président de l'Association des Fonctionnaires Internationaux Retraités d'Autriche (ARICSA). Il y a été élu lors de l'Assemblée générale de l'ARICSA du 11 octobre 2007. Le président sortant a présenté son rapport dans lequel il est indiqué que le nombre d'adhérents est demeuré constant autour de 970 membres et qu'il n'était pas nécessaire d'augmenter les cotisations. L'ARICSA a créé son propre site Internet : www.aricsa.org. Peter Lillie a fait l'éloge de Josephine Andorfer qui l'a brillamment précédé à ce poste au cours des deux années écoulées ; elle a bien servi l'Association, et il sait bien que, même si elle est déchargée des soucis de sa tâche, elle continuera de loin à suivre les activités de l'ARICSA.

Des difficultés sont apparues en ce qui concerne l'accès au Centre International de Vienne. Les conjoints survivants n'ont plus de carte d'entrée, et les permis de parking journalier ont été supprimés. Peter Lillie, a assisté à une réunion du personnel de l'AIEA ; il y a présenté le point de vue de l'ARICSA sur ces questions. L'ARICSA a considéré que l'Administration de l'Office des Nations Unies à Vienne (ONUUV) aurait dû consulter les retraités avant de mettre ses dispositifs en place. Il a cité le principe : « *tirez d'abord et posez les questions ensuite* », ou plutôt : « *lancez les bombes d'abord et posez les questions ensuite* ». Sur ces deux points l'ARICSA a reçu le soutien des Associations du Personnel de l'AIEA et de l'ONUUV (*ARICSA Newsletter - décembre 2007*).



LA VIE DES ORGANISATIONS

PLAN DE SECOURS DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES AU KENYA

On a compté au moins 1.000 morts au Kenya après les déclarations d'opposants politiques selon lesquels les récentes élections présidentielles ont été truquées. Plus de 600.000 personnes ont dû prendre la fuite en raison de conflits entre groupes ethniques rivaux, qu'ils soient pro ou anti- gouvernement. Kofi Annan, ancien Secrétaire général de l'ONU, médiateur de l'Union Africaine, mène des négociations entre les deux parties. A la troisième semaine de ces discussions, il a été décidé de tenir les réunions en dehors de la capitale, Nairobi, pour leur éviter une trop grande visibilité. Pendant ce temps, les institutions du système des Nations Unies, les sociétés de la Croix Rouge et d'autres organisations internationales travaillent à secourir la population.

Des équipes de l'OMS sont sur place à Nakuru, Eldoret et Niahasha, zones qui abritent des réfugiés après des attaques sur leurs maisons et leurs villages. Selon l'OMS, 75% d'entre eux sont des femmes, des enfants et des jeunes. La plupart des jeunes ont moins de 18 ans et sont souvent orphelins ou séparés de leur famille. Les équipes de l'OMS coordonnent les activités sanitaires, visitent les camps, les hôpitaux et les lieux de regroupement pour y évaluer l'état de santé, afin d'éviter des flambées de maladies, vérifier la présence d'agents de santé et assurer l'approvisionnement en médicaments.

L'UNICEF a expédié pour plus de US\$ 1,2 million d'approvisionnements de secours et des équipes travaillent sur le terrain en des lieux considérés critiques depuis le début de la crise. Tandis que l'aide essentielle en matière d'approvisionnement en eau, d'hygiène, de santé et de prévention de la malnutrition continue, l'UNICEF a un besoin urgent de fonds pour protéger les enfants de la violence et des abus, et aider ceux qui sont les plus touchés.

Le HCR a fait parvenir du matériel de secours sur trois sites de regroupement en dehors de Nairobi afin d'aider les quelque 10.000 personnes qui ont dû quitter leurs foyers dans les régions des plantations de thé et les fermes florales autour de Tigoni, et des villes de Kikuyu et Kabete, où travaillaient la plupart de ces réfugiés. Ils ont quitté leurs maisons après avoir reçu des lettres de menaces leur intimant l'ordre de partir dans les 72 heures. Ceux qui sont restés ont été attaqués et battus par des groupes armés. Ils ont pu trouver refuge dans les postes de police locaux.

Pendant sa visite au Kenya, mi-février, le coordonnateur de l'ONU pour les secours d'urgence, John Holmes, a exprimé son inquiétude pour ceux qui ont été obligés de fuir : c'est une tragédie que ces violences extrêmes aient poussé ces populations à quitter leurs maisons. Beaucoup n'ont plus rien, leurs maisons et leurs récoltes ayant été brûlées. Maintenant, ils voudraient rentrer, mais leur sécurité n'est pas assurée.

(source : BBC News, UNHCR News, WHO Media Centre, UNICEF Press Centre).



SANTE

SÉMINAIRE DE L'AAFI-AFICS SUR LES SOINS DE LONGUE DURÉE 24 janvier 2008

Plus de 350 participants se sont pressés le 24 janvier dans la Salle du Conseil d'administration du BIT à Genève pour assister au Séminaire d'information de l'AAFI-AFICS sur les soins de longue durée. Les organisateurs s'étaient inquiétés de l'éventualité, en janvier, d'une sombre journée de neige et de glace. Il n'y eut pas eu de crainte à avoir de ce côté-là : le soleil brillait, le café fusait dans les tasses, les anciens collègues et amis se congratulaient chaleureusement et l'on a pu sentir un palpable silence d'attente lorsque Jean-Jacques Chevron, président de l'AAFI-AFICS, a ouvert la séance, juste à l'heure.

L'assistance remarquablement nombreuse (bien supérieure au nombre de personnes inscrites à l'avance) s'est ruée sur les quelque 300 dossiers de documents mis à disposition des participants ; pour les derniers arrivés il a fallu les leur envoyer après-coup (*voir la note en fin de cet article*).

Brillant comme à son habitude, le Dr Halfdan Mahler, ancien Directeur général de l'OMS, a présenté une analyse succincte des principales tendances démographiques et épidémiologiques en matière d'espérance de vie et de la place de plus en plus importante prise partout dans le monde par les maladies non-infectieuses par rapport aux maladies infectieuses. En effet, « *la fragilité est souvent le prix de la longévité* ». Il a plaidé pour faire des « *soins à domicile* » une réalité et pour que chaque personne ayant besoin d'une prise en charge en institution puisse disposer d'une chambre individuelle. Le texte complet de l'allocution du Dr Mahler sera publié dans notre *Bulletin* de juin prochain.

Des informations spécifiques et détaillées ont ensuite été fournies par les représentants de la Fédération Genevoise des Etablissements Médico-Sociaux (FEGEMS) et du Centre Local d'Information et de Coordination gérontologique (CLIC) du Pays de Gex.

Mme Anne-Marie Nicole de la FGEMS (surnommée *Madame « Clair »* par l'un des participants) a présenté les disponibilités - en particulier en matière d'EMS - existant à Genève, puis Mme Rachel Portheault, Coordinatrice du CLIC a donné des informations similaires concernant le Pays de Gex. Leurs prestations ont été chaudement accueillies tant pour l'ampleur des informations communiquées que pour leur franchise quant à la complexité (pour ne rien dire des coûts) des admissions dans un « établissement médicalisé » (*on peut obtenir le texte des présentations – voir note ci-dessous*).

Répondant aux questions, Mme Nicole a confirmé qu'il n'y avait pas d'entrave à l'admission à un EMS pour les anciens fonctionnaires internationaux vivant en Suisse, que les « *frontaliers* » ne pouvaient, juridiquement, être admis dans un EMS suisse à moins d'avoir de la famille proche résidant en Suisse, et que quiconque avait « *résidé* » en Suisse pendant 10 ans pouvait solliciter un soutien financier de la République et Canton de Genève pour faire face aux coûts de soins de longue durée. (L'irritante question de savoir si le temps de service auprès d'une organisation internationale compte comme période de résidence demande à être approfondie).

Mmes Nicole et Portheault ont, toutes deux, souligné la nécessité de s'inscrire à l'avance dans une maison de retraite, du fait des longues listes d'attente – spécialement dans le Pays de Gex. Elles ont insisté sur les options de soins à domicile, susceptibles de retarder l'entrée en institution, tout en reconnaissant que l'aide à domicile devait être confrontée avec le risque d'isolement pour le patient.

Mme Portheault a confirmé que toute personne qui a travaillé au moins trois mois en France pouvait bénéficier de la Sécurité Sociale française; elle a également incité tous ceux qui ont une couverture de sécurité sociale dans un pays de l'Union Européenne à faire valoir auprès des autorités françaises leur droit d'être couverts par le système français, sur la base des accords de réciprocité conclus entre la France et les autres pays de l'Union Européenne. Jean-François Santarelli est également intervenu sur ce sujet.

Une autre intervention est venue de l'assistance : Oscar de Vries a encouragé les retraités à devenir des bénévoles dans un EMS. Il a cité la Maison de Vessy où 80 volontaires prodiguent un soutien « *spirituel* » aux patients sans pour autant se substituer en aucune façon aux familles ou aux soignants.

Roger Eggleston, au nom de la Commission Santé de l'AAFI-AFICS, a présenté une analyse des dispositions existant pour les soins de longue durée dans les différents systèmes d'assurance de santé des Organisations internationales de Genève¹. Il a attiré l'attention sur les changements rapides qui surviennent actuellement en matière de couverture offerte par les différentes assurances de santé, et il a vivement conseillé aux participants de garder le contact avec le secrétaire du système auprès duquel ils sont affiliés, afin de s'assurer d'être pleinement instruits des dispositions en vigueur les plus récentes.

Le Séminaire s'est terminé par la prestation d'Angela Butler, membre de l'AAFI-AFICS et ancienne fonctionnaire du BIT. Elle vit dans un EMS à Genève. Avec charme et humour Angela a décrit comment et pourquoi elle a décidé de résider dans une maison de retraite et elle a expliqué ce qu'y était la vie de tous les jours. Elle a rédigé à ce sujet un article pour ce Bulletin que nous publierons, comme l'exposé de M. Mahler, dans notre *Bulletin* de juin prochain.

Outre qu'il a permis à l'AAFI-AFICS de nouer des contacts positifs avec les autorités locales, le séminaire d'information a montré combien nos membres attachent d'importance à la question des soins de longue durée et à la poursuite des efforts du Comité en ce sens.

L'AAFI-AFICS s'est engagée à poursuivre son action auprès des Administrations des Organisations internationales ainsi qu'auprès des autorités locales, à tous les niveaux. Les progrès réalisés seront régulièrement communiqués à ses membres.

L'AAFI-AFICS souhaite exprimer sa gratitude à l'Administration du BIT pour son appui généreux qui a permis de faire de ce séminaire un événement mémorable autant que fructueux. Nous remercions sincèrement aussi L'United Nations Federal Credit Union (UNFCU) qui a aimablement offert le café et les rafraîchissements servis avant la réunion. Ce geste sympathique a beaucoup contribué à créer l'excellente atmosphère de cette réunion.

Roger Eggleston

Si vous désirez recevoir l'un des documents suivants préparés pour le séminaire, veuillez nous adresser votre demande par courrier ou par e-mail à aafi-afics@unog.ch en indiquant le(s) titre(s) figurant sur la liste ci-dessous qui vous intéresse(nt) :

Les EMS à GENÈVE

Les EMS dans le canton de VAUD

Les Maisons de retraite dans le PAYS DE GEX

Les Maisons de retraite en HAUTE-SAVOIE

Songer à entrer dans une maison de retraite

Le texte de l'exposé fait par la FEGEMS

Le texte de l'exposé fait par le CLIC



CANCER DU SEIN : UN JOUR, LE DÉPISTAGE CHEZ LE DENTISTE

"Le cancer du sein pourrait bientôt être dépisté chez le dentiste, par un simple prélèvement salivaire. Des chercheurs universitaires américains qui publient dans Science les résultats d'une étude menée chez 30 patientes ont en effet "découvert, dans la salive, 49 protéines liées aux lésions mammaires", explique *Le Point - Le Quotidien du Pharmacien* qui ajoute que "leur travail a permis de révéler des lésions et de faire la différence entre bénin et malin". Un test de dépistage simple, rapide et indolore, pourrait à terme être réalisé par les dentistes. Le Point ajoute que l'objectif des chercheurs est de créer "un laboratoire d'analyse à

¹ La note d'information publiée par l'AAFI-AFICS en mars 2006 a été mis à jour au 1^{er} janvier 2008 et se trouve reproduite à la fin de la section française de ce Bulletin

lecture immédiate, de la taille d'un téléphone cellulaire, qui pourra être utilisé par un dentiste ou dans n'importe quel cabinet médical". (*Le Point, Le Quotidien du Pharmacien - 17 janvier 2008*)

GRIPPE AVIAIRE : Vigilance

H5N1 : le virus continue à faire parler de lui. Deux nouveaux cas humains mortels (9 ans et 23 ans) viennent d'être signalés en Indonésie (29 janvier 2008).

C'est en Asie du sud-est qu'ont été recensés les plus grands nombres de cas humains, la quasi-totalité mortels, essentiellement en Indonésie : 100 cas, et au Viet-Nam. (*OMS- AP*)

Le virus demeure latent partout dans le monde. L'Allemagne a annoncé récemment des cas chez des oiseaux sauvages et dans des exploitations de volaille. Jamais auparavant on avait dû abattre autant de poules, canards et oies dans le monde en raison d'une épizootie. Les recherches se poursuivent afin de mieux connaître – et partant, de combattre – le virus H5N1. (*Office vétérinaire fédéral suisse*)

Il semble que ce soit la réticence d'un certain nombre d'éleveurs à abattre leur cheptel suspect, en Indonésie et, dans une moindre mesure, au Viet-Nam, qui expliquerait que le virus ait pu être transmis à des personnes résidant à proximité de ces élevages. Tout se passe comme si le passage de la volaille à l'homme ne pouvait se faire qu'en présence d'une grande quantité de virus.

Une extrême vigilance continue d'être observée. Des oiseaux sauvages continuent d'être infectés par le virus, parmi eux les migrateurs qui le transportent à grande distance. Ils sont susceptibles de le transmettre à la volaille domestique qu'on est contraint d'abattre à la moindre suspicion afin de briser tout début de chaîne de contagion.

L'annonce faite récemment de la mise au point en cours de vaccins protégeant contre des souches de virus différentes, ne nécessitant donc pas la vaccination chaque année, permet-elle d'espérer une protection contre le H5N1 ?

Dr Samy Kossovsky



CONFÉRENCE DE BALI : LANCER LA MACHINE ...

La Conférence internationale sur le climat qui s'est tenue à Bali (3-14 décembre 2007) a réuni plus de 10.000 participants de 190 pays. Elle a adoptée la « feuille de route de Bali », un calendrier de négociations qui devrait se conclure en 2009, - et mener ensuite à un nouvel accord international sur le changement climatique – la première phase du protocole de Kyoto arrive à échéance en 2012. ¹ Le premier examen du protocole a eu lieu à Nairobi en 2006 mais il a été très limité. L'accord à venir devrait décider, entre autres, pour les pays industrialisés, des objectifs de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre.

De bon augure, le nouveau gouvernement australien a entamé le processus de ratification du protocole de Tokyo le premier jour de la Conférence, laissant les Etats-Unis comme le dernier pays industrialisé majeur encore opposé au protocole. L'Australie fixera un objectif de réduction de ses émissions de 60% sur la base de ses niveaux de 2000, d'ici 2050.

Pendant la Conférence, les Etats-Unis et certains pays qui les soutiennent sur ce sujet, ont attaqué la proposition de l'Union européenne d'un objectif de réductions de 25% à 40% d'ici 2020 par des tactiques de blocage. Pendant la deuxième semaine, les activistes de l'ONG humanitaire mondiale Action Aid a organisé

¹ Le protocole de Kyoto de la Convention-Cadre sur les Modifications Climatiques a été adopté en décembre 1997.

une réunion d'information avec le Groupe des 77 et la Chine, bloc qui représente 130 pays en développement, pour souligner les liens entre le réchauffement de la planète et la pauvreté. D'autres ONG, dont Greenpeace, World Wildlife Fund, Third World Network, Oxfam et Via Campesina ont joué un rôle important dans les réunions tenues sur ces mêmes questions, en parallèle avec la Conférence.

Bien que les principaux pays industrialisés, dont les Etats-Unis, ont accepté de réduire les émissions de gaz à effet de serre, ils ont refusé la proposition de l'Union Européenne d'une réduction par un pourcentage d'ici 2000. L'Union a concédé un compromis qui ne fait que dire que « des réductions substantielles seront requises pour atteindre l'objectif ultime ».

Mme Paula Dobriansky, Sous-secrétaire d'Etat américaine pour la démocratie et les questions mondiales, a d'abord déclaré qu'elle ne pouvait pas accepter le compromis. Elle fut huée et Kevin Conrad, chef de la délégation de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, fut vivement applaudi quand il lui répondit : « Nous recherchons votre leadership, mais si vous ne pouvez pas mener, laissez-nous le faire. Allez-vous en ! » Ce langage direct, non-diplomatique reflétait la colère accumulée contre les Etats-Unis au cours des dernières années concernant l'environnement et d'autres questions politiques majeures et sur les des droits de l'homme.

Plus tard, Mme Dobriansky a déclaré au *Sunday Times* qu'elle avait changé d'avis après avoir écouté les déclarations du Brésil et de l'Afrique du Sud, qui avaient accepté que les pays en développement réduisent également leurs émissions de carbone. Même si le compromis n'a pas force obligatoire, les observateurs ont estimé que son acceptation par les Etats-Unis constituait une avancée importante, avec l'espoir non formulé que la nouvelle administration américaine (qui pourrait revenir au parti démocrate) diminuerait ou abandonnerait l'opposition des Etats-Unis à des engagements de réduction des émissions de carbone.

Les défenseurs de l'environnement ont déploré l'échec de l'adoption d'objectifs chiffrés pour la réduction des émissions. Ils ont affirmé que les pays qui produisent les plus importantes émissions de carbone, y compris les Etats-Unis, le Japon et le Canada, seraient toujours libres d'augmenter ces émissions pour de nombreuses années.

La Conférence a également créé un Fonds d'adaptation avec une structure de direction équilibrée, donnant une plus grande voix aux pays en développement concernant les décisions de financement. Les gouvernements ont reconnu le besoin de fournir d'urgence la technologie appropriée à ces pays et ont approuvé la création d'un nouveau programme destiné à augmenter les niveaux d'investissement dans le transfert de technologie. Cependant, la proposition des pays en développement de création d'un Fonds de coopération technologique fut rejeté.

De son côté, le Secrétaire Général des Nations Unies s'est réjoui du résultat de la Conférence de Bali sur les changements climatiques.

À l'ouverture de la Conférence, il avait mis en évidence les trois conditions essentielles pour son succès: lancer les négociations sur un accord global sur les changements climatiques; convenir d'un calendrier pour ces négociations; et s'engager à y parvenir d'ici à 2009. La "Feuille de route" qui a été adoptée à Bali réalise ces trois objectifs.

Le Secrétaire général s'est dit également très encouragé par le fait que les accords obtenus permettront à la communauté internationale de s'atteler immédiatement à faire face à des défis très importants, notamment en ce qui concerne le renforcement des mesures d'adaptation, la diffusion des technologies et la lutte contre la déforestation. Bien qu'il s'agisse de défis à long terme, le Secrétaire général se félicite particulièrement de ce que la Conférence de Bali ait permis de donner un nouvel élan aux mesures prises dans chacun de ces domaines et que des actions accélérées puissent être mises en œuvre dès maintenant.

Le Secrétaire général a enfin estimé que la Feuille de route de Bali constitue la première étape clef vers un accord qui puisse répondre à la menace posée par les changements climatiques, le grand défi de notre temps.

Les Nations Unies ont ouvert la voie sur la question du réchauffement climatique dès 1992 : à la suite de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement de Stockholm (1972), la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement tenue à Rio de Janeiro en juin 1992 – appelé le Sommet Planète

Terre - a adopté la *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, les principes de gestion des forêts, la Convention –Cadre sur les Modifications Climatiques et la Convention sur la diversité biologique.*

L'ONU va maintenant préparer un autre Sommet qui se tiendra à Copenhague en 2009 où l'Organisation espère qu'un système mondial de réduction des émissions de CO2 sera adopté.

L'Union européenne s'est également réjouie de l'accord de Bali. Le président de la Commission, Manuel Barroso, a noté qu'il s'agissait d'une importante avancée. Cependant, il a précisé que Bali n'a été que le début de ce qui devait être fait : « Maintenant, le travail réellement dur doit commencer ».

Quelques membres du Comité temporaire sur le changement climatique (Parlement européen) ont estimé que l'important avait été de lancer la machine : « La politique est l'art du possible et nous [l'Union européenne] avons obtenu tout ce qui était possible ».

Yves Beigbeder



PENSIONS

Mme Renata De Leers, Chef du Bureau de Genève de la Caisse Commune des Pensions du Personnel des Nations Unies, nous adresse la mise au point suivante à propos de la section consacrée aux pensions dans le Rapport annuel du Comité à l'Assemblée générale de l'AAFI-AFICS (4 mars 2008)

« La section relative aux pensions du rapport annuel du Comité de l'AAFI-AFICS diffusé en février 2008 est l'occasion de réaffirmer le rôle important et croissant du bureau de la Caisse à Genève.

Depuis le 1er janvier 2007, le bureau de Genève dispose d'une structure claire qui est celle d'une caisse de retraite ayant pour mission de servir une clientèle de participants et de bénéficiaires diversifiée tant culturellement que géographiquement.

L'année 2007 a été marquée par une hausse des résultats obtenus par le bureau:

1. en ce qui concerne les actions pour les bénéficiaires:
 - a. une augmentation de 43 % dans les réponses personnalisées (lettres, emails) par rapport à 2006 ;
 - b. en ce qui concerne les rendez-vous ainsi que les appels téléphoniques: plus du double par rapport à 2006 ;
 - c. en ce qui concerne les actions dans le domaine des paiements (changement et correction d'instructions bancaires, recouvrement en cas de décès du bénéficiaire, attestation, etc.) : augmentation de 13% par rapport à 2006.
2. en ce qui concerne les actions touchant les dossiers de participation et de sinistres (retraite, décès, invalidité): augmentation de 10% par rapport à 2006.
3. en ce qui concerne les demandes de 'filiale locale': les estimations sont faites dans les 10 jours ouvrables et les demandes pour l'application sont entièrement maîtrisées. En 2007, on procédait à un calcul de 30 cas par mois (moyenne sur 2007). Les deux (nouveaux) responsables de la Section Participation et Prestations se sont fixés l'objectif de gérer 100 dossiers par mois jusqu'à juin 2008 (en janvier on a traité environ 162 demandes de filiale locale). Les objectifs du deuxième semestre 2008 seront déterminés à la lumière des résultats obtenus.

Nous sommes donc étonnés de lire certaines phrases dans le rapport qui, à notre humble avis, découlent d'informations erronées et portent préjudice à tout le bureau et à son personnel compétent et dévoué à sa tâche.

A notre demande, la Sécurité de l'UNOG a effectué mi-2007 une étude préalable sur la sûreté des locaux du bâtiment Du Pont de Nemours où nous envisagions d'emménager. Ses observations et conclusions nous ont confortés dans notre choix. Nous suivons également deux recommandations concernant nos locaux, à savoir l'installation de portes coulissantes dans le Service à la Clientèle et la pose d'un film dépoli sur les vitrages intérieurs du Service à la Clientèle. La Sécurité de l'UNOG nous a également informés que le prédécesseur de l'actuel Chef du Bureau, en collaboration avec la Sécurité, avait déjà mis en place un système pour annoncer les visiteurs afin de donner aux retraités/bénéficiaires accès au Palais des Nations lorsqu'ils se présentaient au Portail de Pregny. L'organisation actuelle des rendez-vous est donc le prolongement de ce système conforme aux exigences de sécurité d'aujourd'hui.

Nos **nouveaux bureaux** sont efficaces, modernes et adaptés à notre métier avec un espace dédié au 'front office', notre Service à la Clientèle. Situé au rez-de-chaussée, il est d'accès facile pour tous nos clients valides et moins valides (le bâtiment est accessible aux chaises roulantes contrairement au Palais des Nations), indépendamment de leur statut (participant ou bénéficiaire) ou de leur employeur (le bureau de Genève est le focal point de toutes les organisations affiliées à la Caisse; à Genève, il s'agit de plus de 20 000 participants actifs.) Surtout les retraités/bénéficiaires sont enchantés de pouvoir garer leur voiture à l'entrée de notre bâtiment. De ce fait, depuis notre déménagement, le nombre de visiteurs a augmenté et l'organisation des rendez-vous a pleinement justifié son utilité.

L'organisation telle qu'elle existe depuis le 1 janvier 2007 est adaptée à notre métier et animée par des professionnels de haut niveau. L'arrivée en octobre 2007 de deux nouveaux professionnels ayant une riche expérience dans le domaine des pensions contribue au professionnalisme de notre encadrement et au savoir-faire de notre bureau.

Enfin, 6 postes supplémentaires ont été créés suite à la résolution de l'Assemblée Générale de décembre 2007. Début décembre 2007, tous ces postes ont été publiés, 5 sur 6 sont déjà pourvus et les personnes recrutées ont pris ou prendront leurs fonctions au plus tard le 1 mars 2008.

Nous sommes convaincus que les actions entreprises depuis janvier 2007 étaient celles qui convenaient pour faire face à la croissance du nombre des dossiers à traiter et des clients à servir par le bureau de Genève, mais nous retenons aussi du rapport du Comité de l'AAFI qu'un de nos défis majeurs est de mieux faire connaître à nos clients les avantages des changements intervenus au sein du bureau de Genève. »

Genève, le 18 février 2008

Renata De Leers
Chef du Bureau de la Caisse Commune des Pensions
du Personnel des Nations Unies

Note du président de l'AAFI-AFICS

Nous désirons saluer les efforts continus de la Caisse des pensions des Nations Unies, à New York comme à Genève, pour apporter, dans les meilleures conditions possibles, aide et conseils aux retraités, comme au personnel en activité. Les informations sur la réorganisation de ses services que nous donne Mme De Leers montrent en outre que l'effort financier consenti par le Comité mixte de la Caisse des pensions (entre autres, à la demande pressante des représentants des participants et des retraités) pour doter le Bureau de Genève d'effectifs plus importants a donné des résultats positifs.

Mme De Leers désapprouve dans le rapport du Comité de l'AAFI-AFICS à l'Assemblée générale de l'Association du 4 mars 2008 la phrase suivante (paragraphe 14): *«Les changements intervenus dans la délocalisation des bureaux de Genève du Palais des Nations au Grand-Saconnex, ainsi que des mouvements dans le personnel d'encadrement ont entraîné inévitablement quelques difficultés dans la gestion des dossiers, auxquelles l'AAFI-AFICS a apporté toute son attention dans la mesure où elles lui étaient signalées par les pensionnés intéressés.»*

Notre Comité a été surpris que cette phrase modérée, mentionnant des difficultés - sans doute temporaires comme le suggérait le mot «inévitablement», mais réelles - qui nous avaient été rapportées par bon nombre de retraités, notamment dans le cours du deuxième semestre 2007 ait pu être interprétée par Mme De Leers comme « *(portant) préjudice à tout le bureau et à son personnel compétent et dévoué à sa tâche.* » Comment le simple fait de mentionner “quelques difficultés” peut-il être considéré comme une attaque contre des collègues dont personne ne met en doute la compétence et le dévouement ?

Si des difficultés surgissent nous nous efforçons, par des contacts directs avec la Caisse, de les faire régler au mieux des intérêts des retraités. C'est notre rôle. Au moment où nous écrivons ces lignes un rendez-vous a été prévu à cet effet avec Mme De Leers pour discuter avec elle de ce qui nous paraît un regrettable malentendu. Nous ne manquerons pas de rendre compte de cette démarche à nos membres dans le prochain numéro du *Bulletin*.

J.-J. C



FISCALITÉ

FISCALITÉ DES PENSIONS DES NATIONS UNIES

La Section des anciens fonctionnaires du Syndicat du personnel du Bureau international du Travail a adressé en janvier dernier à chacun de ses membres une lettre accompagnée d'une attestation du BIT indiquant, entre autres, que « *Les fonctionnaires assujettis aux statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPNU) versent le tiers des cotisations dues pour le droit à pension, les deux tiers étant versés par l'OIT. (...) la rémunération brute des fonctionnaires de l'OIT est soumise à un barème des contributions du personnel comparables aux impôts nationaux sur le revenu ; le montant de ces contributions est calculé sur la base de la rémunération brute du fonctionnaire avant de déduire la cotisation obligatoire à la CCPNU (...) Les cotisations des fonctionnaires à la CCPNU ont été ainsi assujetties au barème des contributions du personnel qui ont été déduites de leur rémunération brute par leur employeur quand ils étaient en activité, ».*

La Section des anciens fonctionnaires du BIT suggère à ses membres de transmettre cette attestation au service local de l'administration fiscale chargé de recevoir leur déclaration de revenus en lui écrivant : « *Afin d'éviter une double imposition sur une partie de mes revenus, je vous serais gré de bien vouloir en tenir compte dans le calcul de mes impôts »*

Le Syndicat du personnel du BIT et sa Section des anciens fonctionnaires espèrent ainsi obtenir que les retraités de l'Organisation – où qu'ils résident – bénéficient d'un régime fiscal déjà accordé par certains gouvernements, notamment ceux des Etats Unis et du Canada, aux retraités du système des Nations Unies.

L'intention est certes fort louable. Un groupe de travail interne au BIT a travaillé plus de quinze mois sur cette question. Il est cependant très regrettable que la participation à l'étude de ce problème qui concerne directement tous les retraités “internationaux”, quelle que soit leur ancienne organisation et pas seulement ceux du BIT, ait été fermement refusée à toutes les associations d'anciens fonctionnaires de Genève dont l'AAFI-AFICS.

Le Comité de l'AAFI-AFICS a décidé le 21 février de constituer un groupe de travail ouvert aux spécialistes de toutes ces associations - y compris, bien entendu, celle des Anciens du BIT - pour faire le point de la situation. D'ores et déjà, le Comité a estimé, dans une discussion préliminaire, n'être pas convaincu par une stratégie qui consiste à faire demander localement par chaque contribuable, pris isolément, une modification de la législation fiscale qui lui est applicable, soit propre à provoquer en sa faveur une décision du gouvernement concerné.

D'autres approches seront examinées par le groupe de travail et nous vous tiendrons au courant de l'évolution de ce dossier.

J.-J. C

DROITS DE SUCCESSION EN FRANCE

La fiscalité des successions en France a été considérablement modifiée en 2007

Droits de succession supprimés : lors du décès de l'un des conjoints, l'autre conjoint n'a plus, désormais, à s'acquitter de droits de succession. Cela s'applique également aux personnes unies par un PACS (pacte civil de solidarité). Dans certains cas, cette exonération peut s'étendre aux frères et sœurs du défunt ayant été domiciliés avec ce dernier durant les cinq années précédant sa disparition ; il faut pour cela qu'ils soient célibataires, veufs, divorcés ou séparés de corps, âgés de plus de cinquante ans *ou* souffrant d'une infirmité qui ne leur permet pas de subvenir à leurs besoins par leur travail.

Droits de succession fortement allégés : Les abattements consentis aux autres héritiers ont été augmentés. Ils passent de 50.000 à 150.000 euros par personne pour les transmissions en ligne directe (les enfants ou les parents du défunt) ; de 5.000 à 15.000 euros pour les transmissions à des frères ou sœurs ; de 5.000 à 7.500 euros pour les transmissions à des neveux ou nièces. L'abattement spécifique dont bénéficient les personnes handicapées (cumulable avec les autres types d'abattement) passe de 50.000 à 150.000 euros. *Source : Loi n°2007-1223 du 21 août 2007. Consultable sur Internet : <http://www.legifrance.gouv.fr>*



PETITS RIENS ET GRANDS MOMENTS

Spams à gogo

En 2003, Bill Gates, Roi des Ordinateurs, déclarait qu'il serait mis fin aux spams² au plus tard en 2006. Lorsque j'étais jeune, je croyais à ce genre de déclaration. Devenu vieux, sûrement plus. Bill Gates est semblable à ces présidents et à ces premiers ministres dont les annonces font les gros titres de la presse mais n'ont rien à voir avec la réalité.

Bien entendu, 2006 est derrière nous, de même que 2007 et rien de cela n'est arrivé. Les spams prolifèrent au rythme de 200 milliards ... non, non, ce n'est pas une faute de frappe, vous avez bien lu *deux cents milliards* par jour, ce qui correspond à 35 spams par jour et par habitant de cette planète, et atteint 70 pour cent de tous les

courriels. Bill Gates, merci ! les spams se portent mieux que jamais. Quelle est votre prochaine prédiction, promesse ou pronostic ?

Si Bill avait eu raison, j'aurais été triste parce je trouve ces spams tout à fait sympathiques. Jamais je ne me sens tellement aimé ou sur le point de devenir millionnaire que lorsque j'en reçois. Il y a spams et spams bien sûr ! Certains sont tout à fait déplaisants, mais d'autres me font monter au ciel. Je parle de ceux qui m'appellent *Très cher monsieur* et m'offrent des tas et des tas de millions, bien au delà de mes rêves avaricieux les plus fous.

Je vais vous dire pourquoi j'aime ces spams. J'adore les termes affectueux qu'utilisent ceux qui me sont adressés. Ce peut être juste un simple *Très cher* ou encore *Très cher Ami*. Ce fut le cas d'une de mes correspondantes spameuses. *Elle espérait qu'à la fin j'aurais une vie à la hauteur des ses espérances* (la fin de qui ou de quoi ? me demandais-je). L'affaire qu'elle me proposait portait sur sept millions et demi de dollars. Je recevrais une "compensation". A quel prix évaluait-on le *Très cher* ?

² En français "pourriels", mais plus connus par leur nom anglais, les spams sont ces messages non désirés, porteurs de publicité ou de tentatives d'escroquerie (les mauvais esprits vous diront que c'est la même chose) qui inondent quotidiennement votre boîte aux lettres électronique et vous rendent furieux contre vous-même chaque fois que vous en ouvrez un par mégarde. Aamir s'est sacrifié et analyse ici ceux qui font rêver ! Si vous voulez en savoir plus sur le spam, tapez ce mot sur google.com qui vous proposera pas moins - dixit - de 376 millions d'articles sur la question. Vous ne le croyez pas ? Allez vérifier ! Je suppose que l'ordinateur de Bill les a comptés (NdT)

Mon très cher bien aimé. N'est-ce pas ainsi que les prêtres commencent leurs oraisons funèbres ?³ Ici la prudence s'impose. Eh bien j'ai été ainsi interpellé ainsi par une haute personnalité de Sierra Leone qui avait réussi à fuir avec l'aide d'un pêcheur. Son père avait été l'un des plus fiers opposants du gouvernement de Tijan (Titan ?) Kabba et avait été tué au plus fort de la crise. Et pourtant, celui qui s'adressait à moi comme son *très cher bien aimé* avait découvert un titre d'une valeur de \$75 millions. Il me demandait *mon aide pour le transformer en un bon investissement dans mon pays.* Ah oui ! Il me demandait aussi de l'inscrire à l'université, de lui obtenir un permis de résidence et de lui trouver un logement. Je ne peux vous dire quel pourcentage il m'offrait car je n'ai jamais terminé sa lettre.

Je ne pensais pas qu'il fut possible d'aller plus loin que *Mon très cher bien-aimé* ; mais si ! j'ai eu droit à un *Mon très cher bien-aimé en Jésus Christ*. J'allais cette fois recevoir \$10,8 millions : *je désire vous confier la garde de cet argent car je ne veux pas que les membres de la famille de mon mari puisse se le partager, vu que c'est une bande d'impies, parmi lesquels il y a des musulmans* (ciel ! aussi impies que cela ?). Ma part était de 20 pour cent.

Très cher Partenaire, m'écrit une veuve dont le mari avait été assassiné en Côte d'Ivoire (un peu risqué de devenir son partenaire, non ?). Ayant été l'un des directeurs du Comptoir d'Exportation du Cacao, il avait déposé cinq millions et demi de dollars dans une banque étrangère. Elle souhaitait que son *très cher partenaire* l'aide à prendre possession de l'argent. Sans doute fallait-il que je le fasse avant d'être moi-même assassiné.

La veuve du Comptoir du Cacao a été largement dépassée par *Salut à vous, au nom merveilleux de Notre Seigneur et Sauveur Jésus Christ*. La dame qui s'adressait ainsi à moi avait été mariée à un certain Dr John Das Brown, ancien collaborateur de Chevron-Texaco. *Vous avez sans doute entendu parler de lui dans cette compagnie pétrolière ...* Non pas, mais j'ai entendu parler d'un certain Jean-Jacques Chevron : en fait je travaille avec lui, c'est mon boss, mon rédacteur en chef. Cela ne le fera sans doute pas rire de voir son nom traîner ainsi dans ce marécage grasieux⁴.

³ "Mon très cher bien aimé" ... Dans quelle religion Aamir a-t-il entendu dire que le ministre du culte s'adressait ainsi au défunt sans que les proches du *de cuius* se tordent de rire auprès du cercueil ? (NdT)

⁴ Chevron (Jean-Jacques), consulté, nous a confié rêveusement : "Yes, I know them ... We share the name, but unfortunately not the shares". Puis, se rattrapant

*Avant sa mort nous étions membres des "Born Again Christians"*⁵ me confiait-elle. Elle souhaitait rencontrer une personne craignant Dieu qui utiliserait cet argent pour financer des églises, des orphelinats, des veuves... Ah, oui ! la somme en cause était de \$9.500.000. J'en aurais 10 pour cent (seulement) pour ma peine. Et elle signait *A vous, en Jésus Christ*.

Un autre "Born Again Christian" m'écrivait de façon encore plus imagée : *Cher Enfant de Dieu, la Paix du Seigneur soit avec vous au nom de Jésus ! Amen ! Que Dieu soit loué de m'avoir fait "Born Again Christian"*. Je m'inquiétais un peu de tout ces trucs à propos des "Born Again" : me faudrait-il envoyer un nouvel acte de naissance à la Caisse des pensions ?

Mme Rebecca Garang, n'était, elle, qu'une chrétienne née une seule fois. Elle s'adressait à moi d'un *Salut, au Nom de Dieu le Très Haut*. Elle avait été musulmane jusqu'à sa conversion et, depuis, elle avait vu la *Vraie Lumière en Jésus Christ le Tout Puissant*. Cette fois, ce n'était qu'un misérable quatre millions et demi de dollars dans une banque suisse.

Commençant à me sentir moi-même un "Born Again Christian", je fus renvoyé vite fait dans ma religion d'origine par un *Très Cher en Islam, au Nom d'Allah ...* Ma correspondante était de Sao Tomé et veuve d'un riche marchand de cacao de Côte d'Ivoire ; il avait fait un dépôt de \$7,5 millions (j'observais au passage que le commerce du cacao en Côte d'Ivoire était florissant : je me demande s'il ne pourrait servir de référence pour l'ajustement de nos pensions aux Nations Unies.) Elle avait un *problème de cancer et risquait d'avoir une attaque*. Aussi avait-elle décidé de me faire don de l'argent de façon à ce qu'il ne soit pas utilisé de manière impie.

Une personne au nom inoffensif de Smith, employé de banque de son état, était plus réservée dans son approche. *Cher Ami,* écrivait-il, *Salutations ! Veuillez accepter mes excuses si ce courrier ne correspond pas à votre morale personnelle...* Je me pose encore la question de savoir comment rapprocher son message de ma morale personnelle, mais bon ... *Je souhaiterais que vous acceptiez de vous faire passer pour le plus proche parent de mon client décédé ... Par bonheur, il se trouve que vous portez tous deux le*

précipitamment pour éviter le courroux de nos lecteurs francophones : "Oui, je les connais ... Nous partageons le même nom, mais hélas pas la même fortune" (NdIR)

⁵ Les "Chrétiens nés à nouveau" (à Dieu) : branche de l'Eglise évangélique américaine (NdIR)

même nom : ainsi serait-il très facile de faire en sorte que vous deveniez officiellement son plus proche parent. J'ai moi-même une grande famille mais j'appréciais cette façon d'agrandir encore ma parentèle. Ah, l'importance d'être Ali !

Je n'ai pas seulement des relations avec les gens ordinaires comme vous et moi. J'ai aussi des relations spamiques avec les hauts placés, les puissants. *Cher Monsieur*, m'écrit une dame au solide bon sens des affaires, *A la suite du décès soudain de mon mari, le Général Sani Abacha, dernier Chef d'Etat du Nigéria, j'ai été soudain plongée dans un terrible état de confusion, de frustration et de désespoir* (26 millions ; 15 pour cent)

Bon, et maintenant ... *Je sais que la présente va vous causer une grande surprise, totalement inattendue, mais soyez assuré que c'est en toute bonne foi et avec de pures intentions qu'une famille se trouve en situation de sombre (sic) besoin d'aide et assistance afin de transférer à votre compte un héritage de US\$ 17 millions DIX SEPT MILLIONS DE DOLLARS US.* Ecrire cela en lettres capitales montre bien qu'il s'agissait là d'une somme effectivement capitale. Qui cela pouvait-il bien être ? La reine d'Angleterre ? Bill Gates, Le président de la General Motors ? Voyez plutôt : *Mon nom est Miss Rose Charen Taylor (N'ayez crainte Miss Rose... ce que nous nommons rose, sous un autre nom, sentirait aussi bon ⁶) je suis la première fille de l'ancien président du Liberia. Avant que mon père ait cherché asile au Nigéria, il m'a emmené avec lui le 15 août 2004 placer en dépôt auprès d'une société financière et de sécurité la somme de 17 millions de dollars ainsi que des diamants bruts pour un poids de 500 livres.*

Des diamants ? *A l'aimable attention de Monsieur/Madame ... m'écrit mon 'ami' Peter Bali, de l'une des plus grosses mines de diamants ... spécialistes bien placés de la vente de diamants bruts et d'or en Afrique de l'ouest, depuis 1992 ... Nous sommes à la recherche d'acheteurs sérieux et rompus aux affaires ... Acheter, Bali ? Pourquoi ? L'offre de Miss Rose est un rosier : elle m'offre gracieusement des diamants. Mais souvenez-vous, Miss Rose, avant de les dilapider, que les diamants sont les meilleurs amis de la femme et qu'ils sont éternels.*

Jenny, orpheline et réfugiée résidant à Abidjan, m'offre 30 pour cent de sa fortune s'élevant à sept millions cinq cent mille dollars si j'accepte qu'elle devienne ma sœur, ma fille ou ma femme. 30

⁶ Shakespeare, 'Roméo et Juliette' ... Voyons, mais c'est bien sûr ! (NdT)

pour cent paraît merveilleux, mais les conditions imposées sont draconiennes –surtout si je suis déjà un Très Cher Frère en Jésus Christ et en Islam, sans parler de ma qualité de plus proche parent de divers autres millionnaires.

Une offre à l'apparence très sérieuse me parvient sous forme d'une Note au titre péremptoire : Réf. : TRANSFERT DE US\$168.559 MILLIONS A VOTRE COMPTE. Parfait, camarade, vas-y ! Je promets de ne pas m'y opposer. La Note émane de quelqu'un portant le nom euphonique de Martin Macu et se termine en m'informant que le Code de Bonne Conduite de la Fonction Publique d'Afrique du Sud "s'applique à nous".

Un message délicat me parvient de la veuve d'un propriétaire d'une certaine Compagnie pétrolière et gazière du Bénin qui s'adresse à moi en m'appelant "Cher Ami de toute confiance" (veut-elle dire que je suis digne de confiance ou que je fais trop facilement confiance à autrui ?) Dix millions de dollars sont en jeu. Je recevrais 20 pour cent et le reste irait à des bonnes œuvres. La veuve elle-même se meurt d'un cancer et ne pense plus avoir que deux mois à vivre.

J'ai perdu le souvenir du nombre de millions de dollars que je vaux déjà. Le spamming est une occupation très lucrative, mais après les quelque premiers cinquante millions, trop c'est trop, n'est-ce pas ?

Aamir Ali



COURRIER DES LECTEURS

SOINS DE LONGUE DURÉE : Informations sur la région de Ferney-Voltaire

Lors du séminaire : « Santé : soins de longue durée » du 21 janvier 2008, le Docteur Halfdan Malher, ancien Directeur général de l'OMS, a rappelé que le souhait général des personnes âgées est de vivre et d'être soignées chez elles. Dans cet esprit, les habitants de Ferney-Voltaire, Ornex, Prévessin-Moens, Ségny et Versonnex peuvent faire appel au Centre de soins infirmiers de Ferney-Voltaire (téléphone : 0033 (4) 50 40 53 20) dont les bureaux se trouvent au 9, Rue de Genève, dans la Maison Saint-Pierre à Ferney-Voltaire.

Ce Centre dispose de deux salles de soins parfaitement équipées. Les infirmières se déplacent à domicile selon les besoins, entre 8 h. et 20 h, du lundi au samedi. Un service de garde est assuré le dimanche et les jours fériés. Le personnel infirmier reçoit une formation permanente afin de s'adapter aux besoins et assure également les actes réservés ordinairement aux aides-soignantes.

La gestion du Centre est assurée par une association à but non lucratif recevant des subventions de diverses collectivités locales et de la Sécurité sociale française. Les soins sont facturés aux tarifs de la Sécurité sociale et le Centre accepte les cartes 'Vitale'.

Robert (Bob) et Bénédicte White
Retraité du HCR – Versonnex



**PRESTATIONS OFFERTES PAR LES SYSTÈMES DE PROTECTION DE LA SANTÉ
DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES AYANT LEUR SIÈGE À GENÈVE
ET AUTRES DISPOSITIONS RELATIVES A LA COUVERTURE
DES SOINS DE LONGUE DURÉE
(Janvier 2008)**

CONTEXTE

1. Dès 2001, lors de son Assemblée Générale annuelle, l'AAFI-AFICS a exprimé sa préoccupation en ce qui concerne la couverture des soins de longue durée et l'a renouvelée dans la résolution adoptée par son Assemblée Générale du 9 mars 2004. Cette résolution appelait le Comité de l'AAFI-AFICS à poursuivre ses efforts « visant à garantir dès que possible une protection adéquate pour les soins de longue durée ».
2. Le Comité, dans le cadre de sa Commission Santé et du Groupe de travail spécialement constitué pour étudier les dispositions relatives aux soins de longue durée, a poursuivi son travail dans cette voie. Une première version du présent document a été publiée au début de 2006. Il est mis à jour pour être présenté au Séminaire d'Information sur les soins de longue durée du 24 janvier 2008.

DÉFINITIONS

3. Il y a quelques années, l'AAFI-AFICS a proposé une définition des soins de longue durée, qui a été reprise ensuite par la Fédération des Associations d'Anciens Fonctionnaires Internationaux (FAAFI) :

«On entend par soins de longue durée l'assistance apportée aux personnes souffrant pendant une période prolongée d'une incapacité physique ou mentale qui les rend incapables de faire face aux actes ordinaires de la vie. Le niveau de cette assistance est déterminé par le degré de dépendance envers autrui pour assurer l'hygiène personnelle, pour se vêtir, se nourrir, se déplacer, entretenir son logement. L'incapacité à accomplir ces tâches, et donc à établir la nécessité de soins de longue durée, doit être médicalement certifiée. Le traitement implique des services personnels qui peuvent être fournis dans le cadre de structures différentes de celles des services de soins intensifs hospitaliers : telles qu'une maison de retraite, une communauté, ou à domicile. »

4. Les actes ordinaires de la vie auxquels se réfère la définition donnée par la FAFICS sont les tâches quotidiennes nécessaires à assurer la santé et la sécurité d'une personne.
5. Bien qu'il puisse exister des différences dans la description faite de ces activités par certains fournisseurs de soins ou par des assureurs, ils couvrent généralement cinq, ou parfois six domaines : se laver, boire et manger, se vêtir (s'habiller et se déshabiller), aller aux toilettes, assurer sa mobilité et son transport (voir une description plus détaillée de ces définitions dans l'Appendice 1). Des pathologies neuro-psychiatriques, médicalement certifiées (telles la maladie d'Alzheimer ou la démence sénile), ouvrent habituellement droit à des prestations de longue durée de la part des Organisations.
6. On trouve des variantes plus larges de ce que l'on entend par assistance à domicile ; elles sont le plus souvent le fait de l'assureur. Généralement, cependant, l'assistance à domicile signifie l'aide apportée à une personne à son domicile pour accomplir les actes ordinaires de la vie de chaque jour. L'assistance à domicile peut inclure une aide pour :
 - (1) la mobilité et l'exercice ;
 - (2) la prise de médicaments ;
 - (3) faire rapport sur tous changements de l'état de la personne et de ses besoins.
 - (4) rédiger des documents appropriés.Cette assistance peut être apportée par des professionnels, des para-professionnels, voire de simples dispensateurs de soins bien formés.

COUVERTURE

7. Toutes les organisations basées à Genève ont prévu quelque chose pour couvrir des soins de longue durée. Le plus simple est sans doute de passer en revue les prestations des assurances de santé qui, dans quelques cas s'appliquent à plus qu'une seule organisation :

- a. la Mutuelle contre la Maladie et les Accidents du Personnel des Nations Unies.⁷
- b. la Caisse d'assurance pour la protection de la santé (CAPS) du BIT et de l'UIT.
- c. l'Assurance-Maladie de l'OMS.
- e. l'Assurance-Maladie de l'OMPI
- f. l'Assurance Santé de l'OMC.

8. L'éventail des prestations pour les soins de longue durée, cependant, varie substantiellement d'un système de protection de la santé à l'autre. Certains offrent des prestations de dépendance pour une assistance à caractère non médical pour les activités ordinaires de la vie (l'ONUG et les organisations qui lui sont rattachées dans le cadre de la Mutuelle, l'OMPI, l'OMC et le CERN). D'autres ne couvrent de tels soins de dépendance que lorsqu'ils sont fournis dans une institution possédant des services médicaux et ne permettent de bénéficier de prestations pour soins à domicile que pour des soins infirmiers (OMS, BIT). Il existe aussi des différences notables dans les montants maximum de remboursement payables à ce titre, ainsi que dans les pourcentages de remboursement.

9. Ces données sont regroupées dans le tableau de l'annexe 1, qui n'a comme intention que de comparer les prestations. Pour toute présentation synoptique de ce type il est important de remonter à la source des documents pour s'assurer des détails offerts par chacun des systèmes.

PLAFONDS

A - Maximums absolus

10. Un autre élément dont il faut tenir compte, auquel le paragraphe 7 fait déjà allusion, se réfère à deux facteurs qui limitent les niveaux de remboursements. Le premier est celui du plafond : la plupart des organisations appliquent une limite pour les dépenses liées aux soins de longue durée. C'est ainsi qu'à l'OMPI, par exemple, le remboursement maximum pour soins donnés dans un établissement est actuellement de CHF : 2000 par mois, quelle que soit la dépense réelle. Les niveaux maximums appliqués par chaque organisation sont les suivants :

a) en institution :

Mutuelle ONU	CHF	90 par jour
BIT/UIT	US\$	110,40 par jour *
OMS	US\$	80 par jour (seulement pour des soins infirmiers professionnels)
OMPI	CHF	2.000 par mois
OMC	CHF	4.000 par mois

* Pour les séjours en hôpital, maison de soins ou de repos, prescrits par ordonnance (autres qu'aux fins d'un traitement, d'un examen médical, d'une cure ou d'une convalescence) et spécifiquement pour soins de longue durée qui ne peuvent être fournis à domicile)

b) à domicile :

Mutuelle ONU	CHF	90 par jour
BIT/UIT	US\$	92 par jour (seulement pour des soins infirmiers professionnels)
OMS	US\$	80 par jour (soins infirmiers seulement)
OMPI	CHF	2.000 par mois
OMC	CHF	120 par jour

⁷ la Mutuelle de l'ONU couvre les personnels de l'Office des NU de Genève, de l'OMM, du HCR (sauf le personnel G sur le terrain), ainsi que les personnels de Genève du PNUD, de l'UNICEF et de l'UNEP, qui sont administrés par l'Office des N.U. à Genève, ainsi que le personnel des NU (VNU, UNCC) basé à Bonn et celui du Collège des NU de Turin.

B - Pourcentage des coûts totaux

11. Le second facteur qui affecte les niveaux de remboursement est celui qui est appliqué habituellement aux autres demandes de remboursement par les caisses maladie – c'est-à-dire un pourcentage des dépenses effectives. Par exemple l'OMS et le BIT/UIT ne rembourseront que 80% des dépenses effectives. La Mutuelle de l'ONU 100%, etc. Les détails sont donnés dans le tableau de l'Annexe 1. En pratique, il résulte de cela que les deux limites sont appliquées ; à l'OMS, par exemple, l'assurance remboursera 80% des coûts des soins infirmiers professionnels à domicile mais jusqu'à un maximum de US\$ 80 par jour.

CERN

12. Bien que cette organisation ne fasse pas partie, au sens strict du terme, du système des Nations Unies, il est intéressant de connaître les dispositions appliquées en la matière par le Centre d'études et de recherches nucléaires, le CERN, à Genève. Au CERN, tous ceux qui bénéficient des dispositions relatives aux soins de longue durée, qu'ils se trouvent en institution ou à domicile, reçoivent une allocation journalière de CHF 30, 51 ou 85 par jour selon le degré de dépendance. En outre, qu'ils soient en institution ou à domicile, leurs dépenses médicales peuvent être remboursées à un taux de 90% jusqu'à un maximum de CHF 1000, 1500 ou 2500 par mois, là aussi selon le degré de dépendance.

SOINS À DOMICILE

13. Comme indiqué plus haut, les remboursements pour les soins à domicile sont actuellement limités dans deux systèmes (BIT-UIT et OMS) aux seuls soins infirmiers tandis que toutes les autres assurances couvrent les soins donnés par des fournisseurs d'assistance qualifiés.

14. Bien entendu la portée de la plupart des dispositions rapportées dans le tableau va bien au delà de Genève. Elles reflètent la situation globale du personnel et des retraités couverts par ces règlements d'assurances. Il n'en reste pas moins que l'étendue des différences existant entre les systèmes est un sujet de préoccupation.

EVOLUTION DES DISPOSITIONS ACTUELLES

15. La couverture des soins de longue durée n'est pas seulement un élément relativement nouveau dans la protection de la santé assurée par les organisations ; elle est aussi en train de changer rapidement. Presque toutes sont en train de revoir leurs dispositions en vigueur. L'OMS a annoncé son intention d'envisager une extension de sa couverture des soins infirmiers de longue durée lors de son Comité Commun du premier semestre 2008. L'OMC est également en cours de révision des dispositions établies avec son assureur (Van Breda).

DONNÉES COMPLÉMENTAIRES

16. Les Organisations ont volontiers fourni des informations sur leur expérience des cinq dernières années en matière de couverture de soins de longue durée. Elles sont rassemblées sous forme de tableau dans l'Annexe 2.

APPENDICE 1.

« Les actes ordinaires de la vie quotidienne » couvrent certaines tâches nécessaires pour assurer la santé et la sécurité d'une personne. Une personne est considérée apte à accomplir les actes ordinaires de la vie quotidienne lorsqu'elle n'a pas besoin d'une tierce personne pour effectuer ces activités. « Les actes ordinaires de la vie quotidienne » sont décrits par les activités suivantes :

1. Se laver signifie la capacité de se laver complètement dans une baignoire, une douche ou un autre système de toilette ; avec ou sans l'aide d'un équipement spécial.

2. Manger signifie la capacité de consommer des aliments qui ont déjà été préparés et mis à disposition : avec ou sans l'utilisation d'ustensiles adaptés. « Manger » ne veut pas dire que l'on puisse, ou non, préparer sa nourriture.

3. S'habiller signifie la capacité de mettre sur soi ou ôter tous les vêtements et/ou toute prothèse ou membre artificiel.

4. Aller aux toilettes signifie la capacité d'effectuer les actions qui suivent, avec ou sans l'aide d'équipement spécial : (a) d'aller vers un WC et en revenir; (b) s'asseoir et se relever de la cuvette ; et (c) maintenir un niveau raisonnable d'hygiène corporelle personnelle.

5. Mobilité signifie la capacité de s'asseoir et de se relever d'un siège (y compris un fauteuil roulant) ou d'un lit. Si une personne est capable de mobilité avec l'aide d'équipement tel qu'une canne, un déambulateur, des béquilles, des barres ou autres dispositifs de soutien, elle sera dès lors considérée comme capable de mobilité.

Annexes 1 et 2

Il ne nous a malheureusement pas été possible de transcrire en français dans les temps impartis à la préparation de ce numéro du Bulletin, les tableaux détaillés que l'on trouvera à la suite de l'original anglais de cette note (voir fin de la section anglaise de ce Bulletin). Nos lecteurs voudront bien nous en excuser. Ces tableaux seront ajoutés au tiré-à-part qui sera ultérieurement mis à la disposition de nos membres parmi nos publications.

EDITORIAL

DEATH UNDER THE FLAG OF THE UNITED NATIONS.

“Mourir pour la Patrie est le sort le plus beau, le plus digne d’envie ...” (To die for my country, surely that is the most beautiful death one could seek, an end to be envied by all). How many times has this verse, by an obscure 19th century French writer of patriotic songs, been offered as ‘consolation’ to the families of soldiers killed in wars ? Offered not only in France but in so many other countries, in so many other languages, to the families of millions and millions of soldiers, never mind whether they were the aggressors or the aggressed. As for civilian victims of all sexes and all ages, though their countries may have wept for them, they were not considered as heroes, but merely as “collateral damage,” to use the jargon of our day. They were entirely innocent but they were only victims, quite a different category.

But then, in which category are we to place those who for the past 60 years have come from over 120 countries to serve under the flag - not of one particular nation - but of the United Nations? They did not come to make war but to serve the cause of peace; to put themselves between two belligerents. Between 1948 and November 2007, over 2,400 persons have been killed in UN peace keeping operations (persons in uniform and civilians). And this does not include their colleagues killed while carrying out the humanitarian operations of the specialized programmes and agencies of the UN system .

How shall we label the 18 men and women of the HCR, of UNDP, of UNFPA, of WFP of the ILO, of UNIDO, of UNAIDS, of UNDSS, massacred on 11 December in Algiers? They were killed by barbarians, men who are ready to shoot anyone who works for peace.

“They are the true martyrs” - said the Secretary-General, Ban Ki-moon, at the moving ceremony on 23 January in the Assembly Hall of the Palais des Nations in Geneva. The families of the victims and of the officials serving in Algiers were present, as well as hundreds of Geneva staff members - “Our colleagues worked at the United Nations in Algiers not to pursue a political mission, far less to promote the interests of one group of nations or peoples over those or another. They were there to work for development, support sustainable industrial growth and promote employment and training. They were there to fight AIDS, advance women’s health and meet the need of refugees.”

The Secretary-General stressed that *“We must take steps to improve our security world wide. We will never be able to work completely free of threats to our safety and we must never become a fortress, walled off from those we are there to support. But we will need to learn to balance our mission on behalf of other people with the need to protect our own”* This decision responded to the urgent demand made immediately after the Algiers attack by the associations of officials and their federations, demanding that action should be taken. It goes without saying that AAFI-AFICS, as certainly all the other associations of former international officials, vigorously supports this demand.

An important resolution of the UN General Assembly on the *Safety and Security of Humanitarian Personnel and Protection of UN Personnel* had actually been under preparation at the time of the attack. It was unanimously adopted a week later, on 17 December 2007 (A/RES/62/95). It gives the S-G powerful political support which will enable him to take the measures we all eagerly await.

Jean-Jacques Chevron.

A letter expressing the emotion and indignation of the entire community of former international officials was sent to the S-G on 13 November by Witold Zyss, President of FAFICS. The Memorial Book opened at the Palais des Nations was signed by the Chairman of AAFI-AFICS on behalf of all members of our Association.

NEWS FROM AAFI-AFICS

DATES TO REMEMBER

- Tuesday 24 June 2008 AAFI-AFICS **Summer lunch** at the ILO Restaurant, level R.2. Guest of honour :Mrs Jan Beagle, the new Deputy Director-General of the United Nations Office at Geneva (provided of course that she will be in Geneva on that day).
- 29 September-6 October 2008 **Cultural excursion** to Prague, southern Bohemia
- Every Wednesday
To 12h30 Permanence in Office C.544-1, Palais des Nations, Geneva
Tel. 0041 22 917 3330

CULTURAL EXCURSION TO PRAGUE, SOUTHERN BOHEMIA AND ITS SPAS

Visit to the old town of Prague: the Jewish quarter, the Charles bridge, the town hall. Discover the Hradcany Castle, its convent, library and gardens. In southern Bohemia, visits to the castle of Hluboka, the picturesque town of Trebon, via Holasovice, a village where UNESCO has classified a number of houses, to continue to Ceska Krumlov, Marianske Lazne, Karlovy Vary, with its majestic thermal installations, and a day excursion to Dresden, are also part of this programme, as are a concert and a dinner cruise on the Moldava.

Approximate price : CHF 1'750 per person in a double room.

If you are interested in this programme, please write or send an e-mail **as soon as possible**. A detailed programme will be sent on request.

MAGNETIC BADGES

A number of retirees have asked whether they could be provided with magnetic badges to enter the Palais des Nations. These badges, however, are available only for serving staff.

PACA REGION GROUP

A number of AAFI-AFICS members live or have second homes in the Provence-Alpes-Côte d'Azur region and for some years now Marcel and Vera Gabbay have organized with success up to four lunches each year for this group. Those attending the most recent lunch on 12 January 2008 at St. Aygulf agreed they wished to continue this tradition with a gathering in, for instance, January and June. We would like to update the mailing list. Those interested who live or have a residence in the area should write or e-mail Lydia Kerebel, Les Jardins de César, 18 allée Cicéron, 83600 Fréjus, e-mail : kerebel1@tiscali.fr or Elisabeth Belchamber at ebelchamber@bluewin.ch



NEWS FROM OTHER ASSOCIATIONS

WHO-AFSM-GENEVA

General Assembly and Annual Reception

The Association of Former WHO Staff held its 5th annual Assembly at WHO Headquarters on 25 October 2007. Its President, Roger Fontana, welcomed the participants, some of whom had travelled far to attend the meeting. Dr Daniel Flahaut, a long-serving former WHO staff member and veteran of the organization's Congo mission in the early 1960's, was elected Chairman of the Assembly.

The Director-General of WHO, Dr. Margaret Chan, was absent from Geneva and was represented by Dr. Isabelle Nuttall, who welcomed the participants and said the opportunity to be among former colleagues and friends was an honour. AAFI-AFICS was represented by Vice-Chairman Jean Hanus.

David Cohen, Editor of the AFSM Quarterly Bulletin, reported on the success of the Bulletin. Messages of support had been received from readers who had appreciated articles concerning the history of WHO and from others who had welcomed the new presentation of the Newsletter. The President thanked Rosemary Bell for her unfailing support to retired staff, in particular through the former self-help group.

The financial report and a proposed budget were accepted by the General Assembly. Anthony Ingram, who had indicated his desire to be relinquished of this task, had audited the financial report. He was warmly thanked for his many years of service and Charles Hager was appointed as his successor. There followed presentations on the Staff Health Insurance by its Coordinator, Claude Hennetier, and on Pensions by Robert Goossens and Marie-Leonce Errera of the UNJSPF's Geneva Office. The meeting was closed by its Chairman who thanked the different representatives, interpreters, assembly volunteers as well as WHO's security, printing and mailing services for their support to the AFSM. The AFSM held its annual reception at the WHO Restaurant on 5 December 2007. It met with its usual success, 233 members gathered around a delicious and plentiful buffet of mainly oriental food. (*AFSM QNT-70, October-December 2007*).

ARICSA-Vienna

We announced in the December 2007 Bulletin that Peter Lillie had succeeded Josephine Andorfer as President of the Association of Retired International Civil Servants in Austria (ARICSA). This election took place at the General Assembly of ARICSA, held on 11 October 2007. Other developments at that meeting were the presentation of the report of the outgoing President, which mentioned that the level of membership had remained constant at some 970 members and that there would be no need to increase the membership fee. ARICSA had set up its own website on www.aricsa.org. Peter Lillie paid tribute to his predecessor Josephine Andorfer who had held office most capably for two years. She had served the Association well – and he was very conscious that - although relieved of the burden, she would be watching from the wings.

Problems had arisen regarding access to the Vienna International Center. Surviving spouses were no longer entitled to grounds passes and daily parking vouchers had been abolished. Peter Lillie, had attended an Assembly of IAEA staff, where he presented ARICSA's position on these issues. ARICSA felt that the UN Office Administration (UNOV) should have consulted the retirees before pressing ahead with its plans. He likened it to the principle of "shoot first and ask questions afterwards", or more appropriately to "bomb first and ask questions afterwards". ARICSA was receiving support on these issues by the Staff Councils of the IAEA and UNOV (*ARICSA Newsletter December 2007*).



NEWS FROM THE ORGANIZATIONS

THE UN SYSTEM PROVIDES EMERGENCY ASSISTANCE TO KENYA

At least 1,000 people have died in Kenya after the political opposition declared that the recent Presidential polls had been rigged. More than 600,000 people have been forced to flee their homes amid clashes between rival ethnic groups, seen as pro-opposition or pro-government. Former UN Secretary-General Kofi Annan, as the African Union's mediator, conducts negotiations between the opposing parties. As Mr. Annan's talks have entered a third week, and the talks between government and opposition teams have been moved away from the capital, Nairobi for some days, to avoid the glare of publicity. Meanwhile UN system organizations, Red Cross societies and other international organizations are at work to provide humanitarian assistance to the population of Kenya.

WHO teams are present in Nakuru, Eldoret, Kisumu and Niahasha, areas to which internally displaced populations have fled, following attacks that killed people and burned their homes and villages. WHO's estimates indicate that over 75% of these internal refugees are women, children and young people. The majority of the young people are below the age of 18 years, many of them orphaned or unaccompanied. The WHO teams are coordinating health activities, visiting the camps, hospitals and sites to assess health in the camps, monitoring disease outbreaks and the availability of medical supplies and health workers.

UNICEF has dispatched more than US\$ 1.2 million in emergency supplies and has had teams working on the ground in major hot spots since the crisis began. While life-saving support in water sanitation, hygiene, health and the prevention of malnutrition continues, the children's agency is in particular need of funds to protect children from violence and abuse, and to assist those who have been worst affected.

The UNHCR has brought supplies to three displacement sites outside Nairobi to help nearly 10,000 people evicted from their homes around the tea-growing and flower-farming centre of Tigoni and the towns of Kikuyu and Kabete. The refugees, who were non-indigenous to the area where most of them worked in the plantations and flower-farms. They fled their homes after letters had been found on their doorstep that they should leave within 72 hours. Those who stayed behind were attacked and beaten by armed gangs. They gathered and camped at the local police stations.

Visiting Kenya in mid-February, the UN's Emergency Relief Coordinator John Holmes voiced concern over the plight of those forced to flee their homes. "It is a tragedy that people have been pushed out of their homes by brutal violence. For many, their homes and crops have been burned and they have been left with nothing. Now they want to go back, but their security is not ensured." (BBC News/UNHCR News/WHO Media Centre/UNICEF Press Centre).



HEALTH

THE AAFI-AFICS INFORMATION SEMINAR ON LONG TERM CARE

24 January 2008

More than 350 participants filled the ILO's Governing Body Room in Geneva for the AAFI-AFICS Seminar on Long Term Care. The organizers, who had been concerned about the potential for snow and ice on a dark January day, need have had no such fears. The sun shone, the coffee gurgled, friends and former

colleagues greeted each other warmly and there was a palpable hush of anticipation as Jean-Jacques Chevron, Chairman of AAFI-AFICS, opened proceedings spot on time.

The wondrous turn-out (far exceeding the list of registrations) led to such a rush for the 300 sets of documents that some later arrivals have had to be supplied with documents post-hoc. (See also the box at the end of this article.)

Challenging as ever, Dr Halfdan Mahler - a former Director General of WHO - provided a succinct analysis of the startling demographic and epidemiological shifts in terms of life expectancy and the transition from communicable to non-communicable diseases everywhere in the world. Yet, "frailty was often the price of longevity". He argued for greater attention to making "care at home" a reality and for a single room for each person who needed institutional care. (Dr Mahler's welcoming address to the seminar will be published in the June *Bulletin*.)

Specific and detailed information was then provided by representatives of the Fédération Genevoise des Etablissements Médicaux-sociaux (FEGEMS) and the Centre Local d'Information et de Coordination gérontologique (CLIC) of the Pays de Gex.

Ms Anne-Marie Nicole of FEGEMS (dubbed Madame "Clair" by one of the participants) provided an overview of facilities available - particularly in EMS's - in Geneva and Ms Rachel Portheault, the Coordonnatrice of the CLIC, provided similar information for the Pays de Gex. Their presentations were very warmly received both in terms of the comprehensive nature of the information they made available and their frank assessment of the complexities (and not least the costs) associated with gaining access to an "établissement médicalisé". (The complete presentations are available-see box below)

In response to questions, Ms Nicole confirmed that there was no hindrance to access to an EMS for a retired international civil servant living in Switzerland, that "frontaliers" did not have the right to enter a Swiss EMS unless they had family living in Switzerland, and that anyone who had "resided" in Switzerland for 10 years could seek financial support from the Republic and Canton of Geneva towards the costs of long term care. (The vexatious question of whether service in an international organisation counts towards this period of residence remains to be examined in greater depth.)

Ms Nicole and Ms Portheault both underscored the need to register for a retirement home in advance because there were long waiting lists - especially in the Pays de Gex. They supported the option of care at home which could delay the need for institutional care, but acknowledged that home care had to be balanced with the need to avoid a patient's isolation.

Ms Portheault confirmed that anyone who had worked in France for at least 3 months was eligible for coverage under the French Social Security system (the "Sécu"); she also encouraged all those who had social security coverage in a country of the European Union to pursue with the French authorities, their right to coverage under the "Sécu" on the basis of the reciprocal accords agreed upon between France and the other countries of the European Union about which Jean-François Santarelli also intervened.

In another intervention from the floor, Oscar de Vries, encouraged participants to become volunteers in an EMS. He cited the example of the Maison de Vessy which had 80 volunteers who provided "spiritual" support to patients without in any way substituting themselves for the family or the professional support staff.

Roger Eggleston, on behalf of the Health Commission of AAFI-AFICS, presented an analysis of the coverage available for long-term care under the several health insurance schemes of the Geneva based International Organisations⁸. He underlined the rapidly changing nature of coverage provided by the different health insurance schemes and urged participants to keep in touch with the secretary of the scheme to which they were affiliated to make sure that they were fully conversant with the latest provisions.

The Seminar closed with an exchange with Angela Butler, an AAFI-AFICS member and former ILO staff member, who was living in an EMS in Geneva. With charm and humour Angela described how and why she had decided to move into a retirement home and explained the reality of daily life there. She has provided a follow up article specially for the *Bulletin* which will also be published in June..

⁸ The 2006 Briefing Note published by AAFI-AFICS was updated as at 1 January 2008 and is reproduced at the end of this *Bulletin*.

In addition to providing AAFI-AFICS with positive contacts with the local authorities, the information seminar was proof positive of the importance the membership attaches to long term care and to the Committee's continuing work thereon.

AAFI-AFICS is committed to pursuing the subject with the Administrations of the International Organisations, as well as with the local authorities - at all levels. It will keep members informed of progress on a regular basis.

AAFI-AFICS wishes to express its warmest appreciation to the ILO Administration for their generous support in making this seminar a most memorable and, indeed, enjoyable occasion. The United Nations Federal Credit Union are also to be thanked most sincerely for the coffee and cookies served immediately before the opening of the seminar – a gesture which did much to set the atmosphere of the meeting.

Roger Eggleston

For those who would like to receive the documentation please email your request to aafi-afics@unog.ch or mark on the list shown below the documents you are interested in.

- **List of EMS's in GENEVA**
- **List of EMS's in VAUD**
- **List of Maisons de retraite in Pays de Gex (French version only)**
- **List of Maisons de retraite in Haute Savoie (French version only)**
- **Thoughts on moving into a retirement home**
- **Copy of the presentation made by FEGEMS (French version only)**
- **Copy of the presentation made by CLIC (French version only)**



BREAST CANCER : detection at the dentist

It may one day be possible to detect breast cancer at the dentist from a simple saliva sample. The "*Quotidien du Pharmacien*" reports that American university researchers have published in *Science* the results of a study carried out on 30 patients which reveals that saliva contains 49 proteins related to mammary lesions. It is possible to reveal these lesions and to distinguish between benign and malignant tumours. The test is simple, rapid and painless and could, in the long run, be done by dentists. The aim of the researchers is to create a lab-on-a-chip technology, which could be used by dentists or in any doctor's cabinet.

Source: Le Point, le Quotidien du Pharmacien, 17 January 2008

AVIAN INFLUENZA – Be vigilant

H5N1 – the virus is still around. Two new fatal cases (aged 9 and 23) have been reported in Indonesia (29 January 2008). The largest number of reports of human deaths have come from South-east Asia, mostly from Indonesia (100 deaths) and Viet-Nam (WHO – AP)

The virus is latent all over the world. In Germany cases have recently been recorded amongst wild birds and in poultry farms. Never before has it been necessary to slaughter so many chicken, ducks and geese

because of an epizootic. Research is continuing to learn more – and hopefully combat – the H5N1 virus (Swiss Federal Veterinary Office).

It seems that it is due to the reluctance of a number of breeders in Indonesia, and to a certain extent in Viet-Nam, to slaughter their livestock, that the virus has been transmitted to people living in the vicinity of these farms (it would appear that the transfer from poultry to man is possible only where there is a large quantity of virus).

Great care is still being taken. Wild birds continue to be infected by the virus, especially migratory birds which can carry it over great distances. In turn, they can transmit the virus to domestic poultry which must, on the slightest suspicion, be slaughtered immediately to break the line of contagion.

Does the recent announcement of a vaccine that will protect against viruses of different origins, and thus make it unnecessary to be vaccinated each year, indicate that there is hope of protection against H5N1?

Dr Samy Kossovsky



THE BALI CONFERENCE: SETTING THE WHEELS IN MOTION ...

The UN Climate Change Conference in Bali (3-14 December 2007) brought together more than 10,000 participants from 190 countries. It adopted the “Bali roadmap” which charts the course for a new negotiating process to be concluded by 2009, - which, then, should lead to a post-2012 international agreement on climate change – the first phase of the Kyoto Protocol runs out in 2012⁹. The first review of the Protocol took place in Nairobi in 2006 but was very limited. The forthcoming agreement is expected to set, for industrialized countries, reduction targets for greenhouse gas (GHG), among other things.

As a good omen, the new Australian government initiated the ratification process of the Kyoto Protocol on the first day of the Conference, leaving the USA as the last major industrialized country still opposed to the Protocol. Australia will set a target to reduce greenhouse gas emissions by 60% on 2000 levels by 2050.

During the meetings, the USA and other like-thinking countries wore down the European Union proposal for a target of 25%-40% cuts by 2020 with a range of blocking tactics. During the second week of the conference, activists from the global humanitarian agency Action Aid held a briefing with the Group of 77 and China, a bloc that represents 130 developing countries, to expand on the links between a warming planet and poverty. Other NGOs, including Greenpeace, the World Wildlife Fund, Third World Network, Oxfam and Via Campesina were prominent in the meetings held on the same issue, on the sidelines of the Conference.

Although the main industrialized countries, including the USA, agreed to cut their greenhouse gas emissions, they refused to accept the European Union proposal for a set target range by 2020. The EU conceded a compromise that simply acknowledged that “deep cuts in global emissions will be required to achieve the ultimate objective”.

Ms Paula Dobriansky, the US under-secretary of State for democracy and global affairs, initially said that she could not accept the compromise. She was booed and Kevin Conrad, head of Papua New Guinea’s delegation, won mass applause when he told her: “We seek your leadership, but if you cannot lead, leave it to the rest of us. Get out of the way”. Such direct, undiplomatic language reflected the anger that had built up against the USA in recent years on environment and other major political and human rights issues.

⁹ The Kyoto Protocol to the United Nations Framework Convention on Climate Change was adopted in December 1997.

Later, Ms Dobriansky told the *Sunday Times* that she had changed her mind after listening to the submissions made by Brazil and South Africa, who had accepted that developing countries should also cut their carbon emissions. Even though the wording of the compromise was non-binding, observers found that its final acceptance by the US was a breakthrough, with the unexpressed hope that the new US (possibly Democrat) administration will decrease or give up US opposition to international commitments to reduce carbon emissions.

Environmentalists deplored the failure to adopt firm targets for reducing emissions. They claimed that the world's biggest carbon emitters, including the USA, Japan and Canada, would still be free to expand such emissions for many years to come.

The Conference also agreed to set up an Adaptation Fund with a balanced governance structure, giving developing countries a stronger voice in funding decisions. Governments recognized the need to urgently deliver technology to these countries and agreed to create a new programme to scale up the level of investment in technology transfer. However, the developing countries' proposal for a Technology Cooperation Fund was rejected.

On his part, Ban Ki-moon, the UN Secretary-General strongly welcomed the outcome of the Conference.

At the outset of the Conference he had laid out three fundamental benchmarks for success: launching negotiations on a global climate change agreement; agreeing to an agenda for the negotiations; and agreeing to complete them by 2009. The Bali Roadmap that has been adopted achieved all three of these objectives.

The Secretary-General said that he was also greatly encouraged that agreements were reached that will help the international community to begin to address key challenges immediately, particularly with regard to enhanced action on adaptation measures, the dissemination of technology, and combating deforestation. While these will all be long-term challenges, he is particularly pleased that work in each of these areas received a boost in Bali and that accelerated work can begin now.

Finally, Ban Ki-moon believed that the Bali Roadmap that has been agreed is a pivotal first step towards an agreement that can address the threat of climate change, the defining challenge of our time.

The UN led the way on the climate change issue as early as in 1992: following the UN Conference on the Human Environment, Stockholm (1972), the UN Conference on Environment and Development held at Rio de Janeiro in June 1992 – called the “Earth Summit” - adopted the Rio Declaration on Environment and Development, the Statement of Forest Principles, the UN Framework Convention on Climate Change and the UN Convention on Biological Diversity.

The UN will now prepare for another summit to be held in Copenhagen in 2009 where it hopes that a global system on emissions for cutting CO2 will be adopted.

The EU also welcomed the Bali agreement. Commission President Manuel Barroso noted that this was a very important step forward. However, he made clear that Bali had only been the start of what needed to be done: “Now the real hard work must begin”.

A few members of the Temporary Committee on Climate Change (European Parliament) felt that what was important was to set the wheels in motion: “Politics is the art of the possible and we [the European Union] got all that was possible”.

Yves Beigbeder



PENSIONS

We have received from Mrs Renata De Leers, Chief of the Geneva Office of the UN Joint Staff Pension Fund, the following statement concerning the section on pensions contained in the annual report of the Committee to the General Assembly of AAFI-AFICS (4 March 2008).

“Following the article with regard to Pensions in the Annual Report of the AAFI-AFICS Committee published in February 2008, we take this opportunity to highlight the important and increasing role of the Geneva Office of the UN Joint Staff Pension Fund.

Since January 2007 the UN Staff Joint Pension Fund Geneva Office has a clear organizational structure as a pension fund with a mandate to service a culturally and geographically diverse clientele of participants and beneficiaries.

The following increase in results has been obtained by the Geneva Office for the year 2007:

1. Action taken concerning beneficiaries:
 - An increase of 43% in direct and personal contacts with the beneficiaries through letters and email as compared to the year 2006;
 - Appointments and telephone contacts with the beneficiaries have doubled since the year 2006;
 - A 13% increase has been noted as compared to the year 2006 concerning action taken in the domain of payments which cover modifications and corrections of banking instructions, settlements in cases of death and attestations.
2. Action taken concerning participants:
 - A 10% increase compared to the year 2006 in action taken and the handling of files covering participation and claims of retirement, invalidity and death.
3. Action taken to increase the efficiency of the Geneva Office:
 - The requests for estimates concerning local track are now treated within 10 working days and the requests for processing applications are now entirely under control. In 2007, we handled an average of 30 cases per month. Our objective is to handle up to an average of 100 cases per month until June 2008. The two new Officers in charge of the Participation and Benefits Entitlement Section reported to me that during January 2008 they handled 162 requests for local tracks. Our objective for the second half of 2008 will be redefined based on the results of the first semester.

We are therefore surprised to read certain negative comments in the Annual Report of the AAFI-AFICS Committee which are based on erroneous judgement and wrong information. This is harmful and discouraging for all the staff of the Geneva Office who are competent, devoted and client-oriented.

New premises:

Upon our request, the Security Department of UNOG undertook a study with regard to the security of the Offices at DuPont de Nemours in mid-2007. The observations and conclusions contained in this study endorsed our choice of relocating to these new offices. We implemented two instructions from UNOG Security; to equip the Client Service Section with sliding doors and to protect the windows in the Client Service Section with an anti-scatter film. UNOG Security also advised us that the former Chief of the Pension Fund had put in place a system for announcing visitors in order to allow retirees and beneficiaries access to the Palais des Nations. This security is currently maintained in that all visitors are requested to fix an appointment in advance, in order to receive a visitor badge from reception and to proceed to the Client Service Section which is situated on the ground floor of the DuPont building, opposite the cafeteria.

Our new premises at the Du Pont de Nemours are modern, efficient and fully adapted to all our requirements at the UN Pension Fund namely:

A front office/Client Service Section situated on the ground floor is fully accessible for our (senior) retirees and handicapped retirees including those who are dependant on wheelchairs (this was not the case at the Palais des Nations).

The independent UN Pension Fund Office at the Du Pont de Nemours building has become a focal point for all its members and its affiliates. It counts more than 20,000 active participants.

Above all, participants and beneficiaries are enchanted with the free parking facilities at the entrance of the Du Pont de Nemours Building.

This easy accessibility and secured access since our relocation has resulted in an increase in the number of visitors, especially due to the requirement of fixing appointments prior to visits which enables us to handle each visitor in a personal and more professional way.

This new way of organizing the visits which has been put into place since 1 January 2007 assures professional handling and provides a service of high standard. Since October 2007, two new highly-experienced professionals with pension fund experience have joined us bringing excellent know-how to our Offices.

Following the resolution of the General Assembly which took place in December 2007, 6 new posts have been created of which 5 have already been filled and the new staff has already started or will start as of 1 March 2008.

Conclusion: We are fully convinced that the above mentioned actions undertaken since January 2007 were primordial in the face of an ever-increasing number of claims to process, number of files to be treated and number of clients to be managed by our Office in Geneva.

However, we take note of the report of the AAFI-AFICS Committee and it is our challenge and with pleasure that we shall undertake efforts to better introduce ourselves and our services with all its new advantages at our new premises of the Pension Fund in Geneva.

18 February 2008

Renata De Leers
Chief, Geneva Office
UN Joint Staff Pension Fund

Note by the Chairman of AAFI-AFICS

We want to praise the constant efforts of the United Nations Joint Staff Pension Fund, in New York and Geneva alike, to assist and counsel in the most competent manner both retirees and active staff members. The information provided by Ms Renata De Leers on the reorganization of her service also shows that the financial outlay accorded by the Joint Staff Pension Board (at the urgent request of, amongst others, the representatives of both participants and retirees) for an increase in staff resources has had the most positive results.

Mrs De Leers refers to a sentence contained in the Committee's report to the General Assembly of AAFI-AFICS on 4 March 2008 which she objects. It reads as follows: (para. 14.) "*The changes resulting from the move of the Geneva office from the Palais des Nations to Le Grand-Saconnex, and also staff changes, have inevitably led to certain difficulties in dealing with requests, a situation which AAFI-AFICS has made every effort to help overcome whenever retirees have informed us of their problems.*"

Our Committee was surprised that this sober phrase, referring to difficulties - doubtless temporary as suggested by the word "inevitably", but factual - reported to us by a number of retirees during the second half of 2007, could have been interpreted by Mrs De Leers as "*harmful and discouraging for all the staff of the Geneva Office who are competent, devoted and client-oriented*". It is difficult to understand why the mere fact of mentioning "certain difficulties" can be considered as an attack on colleagues whose competence and devotion have never been in question.

If and when any difficulties arise, we endeavour through our direct contacts with the Fund to find the best possible solution for the retirees. This is our role. At the time of writing, a meeting is planned with Ms De Leers to discuss with her what we consider to be a most unfortunate misunderstanding. A report on this meeting will be published in the next *Bulletin*.

J.-J. C.



TAXATION

TAXATION OF UN PENSIONS

Last January, the ILO Staff Union's Section of Former Officials addressed to all its members a letter together with an attestation from the Director-General of the ILO stating *inter alia* that "ILO Officials subject to the Regulations of the UNJSPF, contribute one-third of the total pension contribution, two-thirds being contributed by the ILO. (...) ILO officials' gross remuneration is subject to a staff assessment comparable to national income taxes; the amount of the assessment is calculated on the basis of the official's gross remuneration prior to deduction of the mandatory contribution to the UNJSPF. (...) Officials' contributions to the UNJSPF have thus been subjected to the staff assessment, which was deducted from the gross remuneration by their employer while they were in active service."

The ILO Section of Former Officials suggests that its members should send this attestation to their local tax authorities with their tax returns, indicating that "in order to avoid double taxation of part of my income, I request that you take this into account in the calculation of my tax."

The ILO Staff Union and its Section of Former Officials hope that ILO former officials – wherever they reside – will thus benefit from a fiscal status already accorded by certain governments, notably the United States and Canada, to retirees from the United Nations System.

An ILO internal working group has been studying this question for the past fifteen months. The intention was indeed excellent. It must, however, be regretted that participation in this review – which is of direct concern to all "international" retirees regardless of the organization for which they worked, and not only former ILO officials – was consistently refused to all other associations, including AAFI-AFICS.

On 21 February, the AAFI-AFICS Committee decided to set up an open working group of specialists from all the associations including, of course, the ILO to take stock of the situation. In a preliminary discussion, the Committee has already expressed doubts that a strategy which propounds that each tax payer should request locally, and individually, a modification of the tax system, would suffice to engender a decision in his/her favour by any government authority.

Other roads will be explored by the working group. We will keep you informed of its findings.

J.-J. C

DEATH DUTIES IN FRANCE

The rates applied in France underwent considerable change in 2007.

Death duties abolished: on the death of a spouse, the surviving spouse no longer pays any death duties. This is also the case for couples that have entered into a solidarity pact. In certain circumstances this exoneration may be extended also to brothers and sisters who were legally domiciled with the deceased during the five years prior to his/her death. To qualify for this, they must be single, widowed, divorced or separated, over fifty years of age or suffering from an illness which does not allow them to work for a living.

Death duties significantly reduced: the allowances accorded to other beneficiaries have been increased passing from 50'000 to 150'000 euros for direct descendants (the children or parents of the deceased), from

5'000 to 15'000 euros for legacies to brothers and sisters, and from 5'000 to 7'500 euros for legacies to nephews and nieces. The specific allowance for handicapped persons (which can be concurrent with other allowances) passes from 50'000 to 150'000 euros..



OF CABBAGES AND KINGS

SPAM, SPAM AND SPAM

In 2003, Bill Gates, King of Computers, declared that Spams would be ended by 2006. When I was young, I would have believed a declaration like that. Being old, I did not. Bill Gates is akin to Presidents and Prime Ministers; their pronouncements make good headlines but have no relation to reality.

So of course 2006 has come and gone, and in fact so has 2007. Spams continue today at the rate of 200 billion – no, that's not a typo, I do mean two hundred billion - a day; that means about 35 spams a day for each living being on earth and constitutes 70% of all e-mails. Yes, thank you Bill Gates, Spams are alive and doing well. What's your next prediction, promise or prognosis?

If I had believed Bill, I would have been sad because I find Spams quite enthralling. I never feel so deeply loved or so very millionairish as when I am spammed. There are Spams and Spams, of course, some of them are disagreeable, some are not very rewarding. I speak of the ones that call me dearest and offer me many many millions, beyond my wildest dreams of avarice

I'll tell you why I like these Spams. I love the loving terms in which I am addressed. It may be just a simple and affectionate *Dearest One* or *Dearest Friend*; in this latter case my Spammer's name was Joy, so one could say it reigned unconfined. *She hoped that I would live up to her expectations at the end.* (Whose end? I wondered.) The affair she proposed was seven and a half million dollars; I would receive 'compensation'. How dear would the dearest one be?

Dearly Beloved: isn't that how priests begin their funeral orations? Some caution needed here. Well this one was from a high person of Sierra

Leone who had escaped *with the help of a Fisherman*. His father was *one of the strongest opposed of Tijan (Titan?) Kabba's government and was killed in the height of the crisis*. However, he who addressed me as *Dearly Beloved* discovered a Certificate for \$75 million. He was *soliciting for my assistance to make wise investment in my country*. Oh yes, he also wanted me to get him into a university, get him a residence permit and a house. I cannot tell you what my percentage would have been because I never finished reading the letter.

I didn't think that *Dearly Beloved* could be surpassed, but it was: *Dearest Beloved in Christ*. I was about to receive \$10.8 million: *I am trusting (thrusting?) this money on you because I don't want my Husband relatives to have share in it due to the fact that they are an UNGODLY set of people, some are Muslims* (Heavens, as ungodly as that?) My share was to be 20%.

Dearest Partner, wrote one new widow whose husband had been assassinated in the Ivory Coast. (A bit dangerous to become her partner, don't you think?) He had been a Director of the Cocoa Exporting Board and had deposited five and half million dollars in a foreign bank. She wanted her *dearest partner* to help her to get hold of this money. I assumed I would have to do this before I got assassinated too.

The Cocoa Board widow was upstaged by *Greetings to you in the most wonderful name of our Lord and Saviour Jesus Christ.*' The lady thus addressing me was married to a Dr. John Das Brown who worked with Chevron Texaco *Maybe you must have heard about him in the oil firm*. Well actually No but I have heard of a Jean-Jacques Chevron, in fact I work with him and in fact he is my boss and in fact he is my editor and in fact he will not be amused by having his name bandied about in this oily manner.

Before his death we were both born again Christians, she confided to me. She wanted a person *that is God fearing that will use this money to fund churches, orphanages and widows.* Oh yes, the amount in question was \$9,500,000. I would get only 10% of this for my pains. And she signed off *Yours in Christ.*

Another born again Christian addressed me more colourfully: *Dear Child of God, May the peace of the Lord be with you in Jesus' name ! Amen! Glory be to God that I am a born again Christian.* I did have one worry about all this being born again business: would I need to submit another birth certificate to the Pension Fund?

Mrs. Rebecca Garang was only a born once Christian; she addressed me with *Greetings in the name of the most high GOD* She was a Muslim till she was converted and *since then I have seen the true light in the Almighty JESUS CHRIST.* Well, in this case it was a paltry four and a half million dollars in a Swiss bank.

Beginning to feel like a Born Again Christian myself, I was jolted into my own, my native religion by *Dearest in Islam, In the name of Allah...*My correspondent was from Sao Tomé and the widow of a *wealthy cocoa merchant in Ivory Coast;* he had deposited \$7.5 million. (I noted that income from the cocoa business in the Ivory Coast was pretty high. I wonder if it could be considered as the best prevailing rate when fixing our own UN salaries?) She had a cancer problem and *a stroke sickness.* So she had decided to donate the money to me so that it *would not be used in an ungodly way.*

A person by the innocuous name of Smith, a bank accountant, was more distant in his approach. *Dear Friend* he wrote, *Greetings ! Do accept my apologies if my mail does not meet your personal ethics.* I am still wondering how the meeting between his mail and my personal ethics was to take place. *I would like you to stand as the next of kin to my deceased client....Fortunately both of you have the same last name so it will be very easy to make you become his official next of kin.* I have a very large family of my own but I welcomed this opportunity to extend my kinship. Ah, the importance of being Ali !

I do not always deal with ordinary people like you and me. I have Spam relationships with the highest and greatest. *Dear Sir,* wrote one businesslike no-nonsense lady, *Following the sudden death of my husband General Sani Abacha the late former head of state of Nigeria...I have been thrown into a state of utter confusion,*

frustration and hopelessness ...(\$26 million; 15% .)

Well, Knowing this will be a big surprise as well as a unanticipated to you, but please rest assured that it is with good faith and intention from a family in dare (sic) need of help and assistance for the transfer of inheritance sum of US \$17 million SEVENTEEN MILLION US DOLLARS into your account (Writing it out in capital letters demonstrates that it is a capital sum.)..... Who could this be? The Queen of England? Bill Gates? The President of General Motors? Read on: My names are Miss Rose Charen Taylor (Fear not, Miss Rose for That which we call a rose, By any other name would smell as sweet) the first daughter of former LIBERIA president . Before my father ran to Nigeria on asylum, he had taken me on the 15th August 2004 to deposit the sum of 17 million dollars and a 500 pound weight of rough diamonds with a security and finance company.

Diamonds? *KIND ATTN. SIR/MADAM* writes my friend Peter Bali, *from one of the biggest mining in Diamond...well oriented dealers on rough diamond and gold in west Africa estd. Since 1992. We are in search of genuine buyers who interested in business seriously.* Dear Bali, buying? Why, Miss Rose's offer is rosier; she offers me diamonds for free. But please remember Miss Rose, before you start giving them away all over the place, that diamonds are a girl's best friend and are for ever.

Jenny, *an orphan and a refugee residing in Abidjan* offered 30% of her fortune of seven million five hundred thousand dollars if I agreed to *take her as my sister or daughter or wife.* 30% seemed wonderful but the conditions offered were severe – especially as I was already a Dearest Brother in Christ and in Islam not to mention next of kin of various other millionaires.

A very business-like offer was the peremptory Note headed: *:RE: TRANSFER OF US\$168.559 MILLION TO YOUR ACCOUNT.* Well OK chum, just go ahead and do it; I promise not to object. The Note was from someone with the alliterative name of Martin Macu who ended up by informing me that the South Africa Civil Service Code of Conduct Laws 'affects us.'

A nice touch came from the widow of the owner of a Petroleum and Gas Company in Benin who addressed me as 'Dear Trusting Friend' (did she think I was trustworthy or that I trusted others too easily?). Ten million dollars was at stake; I would get 20% and the rest was to go to charity. The

widow herself was dying of cancer and did not expect to live for more than 2 months.

I've lost track of how many millions I was already worth. Spamming is a very rewarding occupation, but after the first fifty million or so, it does become much of a muchness, doesn't it ?

15 January 2008

Aamir Ali



HUMOUR

Hair raising ...

Question: If you could live forever, would you and why?

Answer: "I would not live forever, because we should not live forever, because if we were supposed to live forever, then we would live forever, but we cannot live forever, which is why I would not live forever."

Miss America 1995 from Alabama Heather Whitestone

"Whenever I watch TV and see those poor starving kids all over the world, I can't help but cry. I mean I'd love to be skinny like that, but not with all those flies and death and stuff."

Popular Pop Singer Mariah Carey

"Smoking kills. If you're killed, you've lost a very important part of your life,"

Model, movie and TV actress Brooke Shields (during an interview to become Spokesperson for federal antismoking campaign)

"I've never had major knee surgery on any other part of my body,"

University of Kentucky Basketball Forward Winston Bennett

"Outside of the killings, Washington has one of the lowest crime rates in the country,"

Washington DC Mayor Marion Barry

"I'm not going to have some reporters pawing through our papers. We are the President."

First Lady and Democratic Senator from New York Hillary Clinton (commenting on the release of subpoenaed documents)

"That lowdown scoundrel deserves to be kicked to death by a jackass, and I'm just the one to do it,"

A congressional candidate in Texas

"Half this game is ninety percent mental."

Philadelphia Phillies Manager Danny Ozark

"It isn't pollution that's harming the environment. It's the impurities in our air and water that are doing it."

Vice President Al Gore

"We are ready for any unforeseen event that may or may not occur."

Vice President Al Gore

"I love California. I practically grew up in Phoenix "

Vice President Dan Quayle

"We've got to pause and ask ourselves, how much clean air do we need?"
Chrysler Chairman and CEO Lee Iacocca

"The word "genius" isn't applicable in football. A genius is a guy like Norman Einstein."
NFL Quarterback and Sports Analyst - Joe Theisman

"We don't necessarily discriminate. We simply exclude certain types of people."
ROTC Instructor Colonel Gerald Wellman

"If we don't succeed, we run the risk of failure."
President Bill Clinton

"Traditionally, most of Australia 's imports come from overseas."
Keppel Enderbery

"Your food stamps will be stopped effective March 1992 because we received notice that you passed away. May God bless you. You may reapply if there is a change in your circumstances."
Greenville, South Carolina, Department of Social Services



BOOK REVIEW

Ethnic Warfare in Sri Lanka and the UN crisis

This book provides an accessible account of the complex origins and evolution of Sri Lanka's civil war and the massive civilian displacement it continues to generate.

The author, **William Clarence**, a member of AAFI-AFICS, was head of the Colombo UNHCR monitoring and reintegration programme from 1988 to 1991. He provides an exceptional account of frontline conditions during a critical period and an overview of the alternating warfare and ceasefires over the last fifteen years. The book analyses the need and scope for the UN to play a more active role in protecting the victims of interstate warfare, as an essential element in treating the conditions of desperation in which the seeds of international terrorism are sown.

In a review of this book, Dame Margaret Anstee writes that extracts from the author's journal bring vividly to life the frustrations of fragile short-lived ceasefires and the sheer contrariness of events and personalities, as well as the courage and decency of ordinary people caught up in a horrific war, played out against a landscape of immense beauty.

Published by Pluto Press, London and Ann Arbor, MI, the book is available at Foyles, 113/119 Charing Cross Road, London WC2 =EB and can be ordered on the internet.

Development has a Woman's Face: Insights from within the UN

*By Krishna Ahoojapatel */*

This book analyzes the concepts that have transformed the 'woman question' into the current notion of 'gender mainstreaming' from 1970s to 2005. For example, take the question of the redefinition of 'economic activity' – a large area considered non-economic in traditional definitions. Another concept can be illustrated by the tools and techniques devised to measure and quantify economic contribution to the gross domestic product (GDP) and the system of national accounts. Does it matter if an economy accounts for all women's work paid and unpaid, inside and outside the house? The answer given by several surveys and reports show that its relevance lies in a very simple conclusion and that is women are poorer than men anywhere, everywhere. How did poverty acquire a gender bias? Are the causes that procure this remarkable gender bias connected to any particular system government of economic structure? If not, then wherein lies the problem? Is the segregation of occupations in the labour market to determine the inequality of remuneration between women and men? How is the political drama of women's entry into the labour market connected to the legislative provisions to protect maternity rights and parental leave? What was the political prerequisite to create basic needs strategies at a global level when in fact women were meeting these minimum needs at the household level? As women attempt to climb step by step the corporate ladder at the macro level, there is a tremendous upheaval in current strategies to discuss micro enterprises and micro credits for women. Why should the gender division of labour signify big money for men and small money for women? No matter which process of the development paradigm is analyzed, its hidden economic reality touches the profile of a woman.

September 2007

*/ President, NGO Committee on the Status of Women, Geneva
Member of AAFI-AFICS

Published by APH Publishing Corporation.

5, Ansari Road, New-Delhi – 110002 India. E-mail: aphbooks@vsnl.net

Distributed by International Development Studies, Saint-Mary's University, Halifax, Nova Scotia, Canada
(e-mail: kahooja@smu.ca) and Peace Research Centre, Gujarat Vidapith, Ahmedabad, India.



LETTERS TO THE EDITOR

LONG-TERM CARE : Information concerning Ferney-Voltaire

During the AAFI-AFICS seminar on "Health: Long-term Care", Dr. Halfdan Mahler, former Director-General of WHO, emphasized that the general preference of elderly persons is to live and to be cared for at home. In this spirit, residents of Ferney-Voltaire, Ornex, Prevessin-Moens, Segny and Versonnex can receive assistance from the Centre de Soins Infirmiers (CSI) in Ferney-Voltaire (telephone: 0033 (4) 50 40 53 20). Its office is located at 9, Rue de Genève, Ferney-Voltaire, in the Maison Saint-Pierre.

The CSI has two well-equipped treatment rooms. CSI nurses carry out home visits according to need, from 0800 to 2000, Monday to Saturday. In addition, there is also someone on duty on Sundays and holidays. The nursing staff receive training on a continual basis in order to update their knowledge and adapt to ongoing needs. The nurses also perform duties which are normally conducted by nurses aides.

The center is a non-profit organization. It receives contributions from local authorities and from the French Social Security. The cost of care is based on the fee system of the French Social Security. The center is organized to accept the "Vitale" Card.

Robert (Bob) and Bénédicte White
Retiree from HCR - Versonnex



**BENEFITS AVAILABLE UNDER THE HEALTH INSURANCE SCHEMES OF
INTERNATIONAL ORGANIZATIONS BASED IN GENEVA
AND OTHER DATA RELATED TO THE PROVISION OF LONG TERM CARE INSURANCE
(January 2008)**

BACKGROUND

1. AAFI-AFICS concern for long term care benefits was first raised at the 2001 Annual General Assembly and re-emphasised in a resolution adopted on 9 March 2004 at the General Assembly that year. This resolution called on the AAFI-AFICS Committee to pursue efforts “aimed at securing as rapidly as possible adequate protection in respect of long term care”.
2. The Committee, through its Health Commission and a Working Group established to look specifically at long term care arrangements, has continued to work on these matters. The first version of this document was published early in 2006 and has been updated for presentation to the January 2008 Information Seminar on Long Term Care.

DEFINITIONS

3. Some years ago, AAFI-AFICS proposed a definition of long term care which was subsequently adopted by the Federation of Associations of Former International Civil Servants (FAFICS) as follows:

“Long Term Care is taken to mean care provided to persons suffering over an extended period from some physical or mental disability preventing them from attending to the essential activities of daily life. The care is determined by the degree of dependency on others for personal hygiene, dressing, feeding, mobility and daily attendance to the household. The inability to perform these activities and thus to establish the need for Long Term Care, should be certified by a medical practitioner. Treatment requires personal care services provided in a setting other than in an acute care unit of a hospital, such as a nursing home, in the community or in the home.”

4. The activities of daily life or daily living referred to in the FAFICS definition are those daily tasks necessary to maintain a person’s health and safety.
5. Although there may be differences in the way these activities of daily living (ADLs) may be described by different care providers or insurers, they generally fall into five, or sometimes six, areas: bathing, eating and drinking, clothing (dressing and undressing), toileting and mobility/transferring. (A more detailed description of these definitions is found in Appendix 1). Medically certified neuropsychiatric diseases (e.g Alzheimer's disease or senile dementia) usually also qualify for benefits under the Organizations' Long Care arrangements.
6. There are wider variations in the understanding of just what constitutes care in the home depending often on the insurer. Generally, however, home care means care provided to a person in his or her home which is mainly for the purpose of meeting the Activities of Daily Living.

Home Care may include assisting with or in:

1. ambulation and exercise;
2. self-administered medication;
3. reporting changes in the person’s conditions and needs;
4. completing appropriate records.

It may be rendered by professional, paraprofessional or skilled care providers.

COVERAGE

7. All organizations headquartered in Geneva have some provision for long term care insurance coverage. It may be best to consider the coverage provided on the basis of the health insurances as in some cases the insurance benefits apply to more than one Organization as follows:

- a. UN Staff Mutual Insurance Society against Sickness and Accident*
- b. ILO-ITU Staff Health Insurance Fund (SHIF)
- c. WHO Staff Health Insurance
- d. WIPO Staff Health Insurance
- e. WTO Health Insurance

** The UN Mutual Insurance covers staff of the UN Office Geneva (UNOG), WMO, UNHCR (except GS staff in the field) as well as UNDP, UNICEF and UNEP Geneva staff administered by the UN Office in Geneva, UN system staff (UNV, UNCC) based in Bonn and the UN System Staff College, Turin.*

8. The scope of long term care benefits, however, varies significantly from health insurance scheme to scheme. Some provide specifically for dependency benefits for care of a non-medical character for assistance in performing functions of everyday life (such as UN and related organizations covered by its Mutual Insurance scheme, WIPO, WTO and CERN. Others appear to cover such care for dependency when it is provided as part of the services given to patients in an institution with medical facilities but grant benefit for care at home only in respect of nursing (WHO, ILO). There are significant variations also in the maximum amounts of benefits payable as well as in the percentages of these reimbursements.

9. These findings are summarized in the table in annex 1. This chart is intended for comparative purposes only. As with all such synoptic presentations, it is important to seek out the source documents to be assured of the details of each organization's scheme.

CEILINGS

A. absolute maxima

10. An important consideration, already referred to in paragraph 7, relates to the imposition of two factors which limit reimbursement levels. The first of these is a ceiling. Most organizations apply a limit on the level of reimbursement for long term care costs. Hence, in WIPO for example, whatever the expenditure, the maximum reimbursement in respect of institutional care is currently CHF 2000 per month. The maximum levels applied by each of the organizations is as follows:

(a) in respect of institutional care :

UN Mutual	-	CHF 90 per day
ILO/ITU	-	US \$ 110.40 per day*
WHO	-	US \$ 80 per day (professional nursing care only)
WIPO	-	CHF 2000 a month
WTO	-	CHF 4000 a month

** For stays in a hospital, nursing or rest home prescribed by a physician (other than for purposes of treatment, examination or diagnosis or for cure or convalescence) primarily for the provision of long-term care which cannot be provided at home*

(b) in respect of home care :

UN Mutual	-	CHF 90 per day
ILO/ITU	-	US \$ 2,760 per month (professional nursing care only)
WHO	-	US \$ 80 per day (professional nursing care only)
WIPO	-	CHF 2000 a month
WTO	-	CHF 120 per day

B. percentages of total costs

11. The second factor which affects reimbursement levels is that which is commonly applied to other claims under the health insurance - namely a percentage of the costs incurred. Hence WHO and ILO/ITU will reimburse only 80% of the costs incurred, UN Mutual 100% and so on. The details are given in the chart in annex 1. In practice this may mean that both limits are applied; in WHO, for example, the insurance will reimburse 80% of the costs of professional nursing care at home but up to a maximum of US \$ 80 per day.

CERN

12. Although not strictly an Organisation of the United Nations system, it may be of interest to refer to the situation in the Geneva based CERN. In CERN, all those covered by the long term care provisions, whether at home or in an institution, receive a daily allowance of CHF 30, 51 or 85 per day depending on the level of dependency. In addition those in institutional care or at home may be reimbursed for medical expenses at a rate of 90% up to a maximum of CHF 1,000, 1,500 or 2,500 depending again on the level of dependency.

CARE AT HOME

13. As noted earlier, reimbursement for home care is currently limited by two schemes (ILO-ITU and WHO) to professional nursing care whereas all other insurances will reimburse for care given by qualified care providers.

14. Of course the remit of most of the schemes referred to in the chart goes far beyond Geneva. These are global insurances which must reflect the global nature of the staff and retirees covered under the insurance arrangements. Nevertheless, the extent of the differences between the schemes is a matter for concern.

CHANGES IN THE CURRENT PROVISIONS

15. Health insurance coverage for long term care is not only a fairly new element in the Organizations' provisions, it is also rapidly changing. Almost all Organizations are in the process of reviewing their current arrangements. WHO has announced its intention to look, in particular at long term nursing care coverage at the meeting of its Joint Committee in the first semester of 2008. WTO is also in the process of reviewing its arrangements with its insurance provider (Van Brede)

OTHER DATA

16. The Organizations have generously provided information about their experience with long term care coverage over the last 5 years or so. This has been compiled in tabular form in annex 2.

APPENDIX 1.

***Activities of Daily Life** means certain basic daily tasks necessary to maintain a person's health and safety.

A person will be considered able to perform Activities of Daily Living if he or she does not require the physical assistance of another person to do the activities. "Activities of Daily Life" refers to the activities described below:

1. **Bathing** means the ability to wash oneself completely in a bathtub, a shower or by sponge bath; with or without the aid of equipment.

2. **Eating** means the ability to consume food that has already been prepared and made available; with or without the use of adaptive utensils. "Eating" does not mean an ability or inability to prepare food.
3. **Dressing** means the ability to: (a) put on and take off all garments and/or any braces or artificial limbs; and (b) to secure and unfasten the garments or devices.
4. **Toileting** means the ability to do all of the following, with or without the aid of equipment: (a) get to and from the toilet; (b) get on and off the toilet; and (c) maintain a reasonable level of personal hygiene for the body.
5. **Transferring** means the ability to move in and out of a chair (including a wheelchair) or bed. If a person can move with the help of equipment such as a cane, walker, crutches, grab bars or other support devices, then he or she will be considered able to transfer positions.

Sometimes Transferring is separated into two categories: **mobility** and **transfer**

Health Insurance	INSTITUTIONAL (ESTABLISHMENT APPROVED BY HEALTH AUTH.)					CARE AT HOME				
	Y/N	Level of Depend'cy	If Yes RESTRICTIONS		Medical Approval	Y/N	Level of Depend'cy	If Yes RESTRICTIONS		Medical Approval
			Ceilings	Time limit				Ceilings	Time limit	
UN Mutual*	Y		100% reimbursement up to a maximum of CHF 90 per day	No	Yes	Y	2 levels: total and partial	100% up to a maximum of CHF 90 per day in cases of total dependency and CHF 45 per day in cases of partial dependency	No	Yes
ILO/ITU	Y		80% reimbursement up to maximum of \$110.40 per day but limited to professional nursing care	No	Yes	Y		80% up to a maximum of \$92 per day limited to professional nursing services	No	Yes
WHO	Y		80% reimbursement up to a maximum of \$80 per day for professional nursing services only#	No	Yes	Y		80% up to a maximum of \$80 per day for professional nursing services only	No	Yes
WIPO	Y	3 out of 4 ADL's	100% reimbursement up to a maximum of CHF 2000 per month	No	Yes	Y	3 out of ADL's	100% reimbursement up to a maximum of CHF 2000 per month	No	Yes
WTO	Y	FULL: 4 out of 6 ADL's Partial: 3 out of 6 ADL's	100% reimbursement up to a maximum of CHF 4000 per month in cases of full dependency	No	Yes	Y		CHF 120 per day	180 days	Yes

* covers UNOG, WMO, UNHCR (except for GS staff in the field),

if it is not possible to distinguish nursing from other costs, 50% of the global bill can be reimbursed subject always to a maximum of \$80 per day.

Annex 2

Data for the United Nations Staff Mutual Insurance Society against Sickness and Accident

Year	Total benefits in CHF		Percentage of all costs
	Institutional care (retirement house)	Home care (nursing and home-help services)	
2002	210,401	371,392	1.22%
2003	316,134	430,881	1.41%
2004	509,214	528,634	1.80%
2005	594,549	721,137	2.06%
2006	516,186	875,746	2.15%

Data for the ILO/ITU SHIF

Year	Total number		Total benefits		Percentage	
	Institutional care	Home care	Institutional care	Home care	Institutional care	Home care
2001	60 (5)	42(1)				
2002	72 (3)	45(2)				
2003	81 (4)	46(2)				
2004	78 (2)	63(3)				
2005	80 (3)	67(1)				

Data for the WHO Staff Health Insurance

Year	Total number		Total benefits	Percentage of all expenditures
	Institutional care	Home care		
			Institutional and home care	Institutional and home care
2001	18 (1)	164 (42)	\$ 27.2 m for both	0.6% for both
2002	24 (0)	173 (48)	\$ 28.9 m for both	0.7% for both
2003	25 (0)	186 (39)	\$ 34.3 m for both	0.6% for both
2004	29 (0)	189 (54)	\$ 40.9 m for both	0.5% for both
2005	31 (0)	219 (65)	\$44.0 m for both	0.9% for both

Data for the WTO Staff Health Insurance

Year	Total Number	Total benefits	Percentage of all expenditure
	Institutional and home care	Institutional and home care	Institutional and home care
2001	7 (4)	CHF 179,819	0.22%
2002	10 (5)	CHF 232,458	0.29%
2003	12 (5)	CHF 251,818	0.07%
2004	13 (4)	CHF 341,261	0.16%

Data for the WIPO Staff Health Insurance

WIPO reported that at the end of 2006 it had less than 10 long term care cases, with expenditures of around 1% of the overall health insurance expenditures.

NEW MEMBERS NOUVEAUX MEMBRES

December 2007 – February 2008

BARON Christopher # (ILO)	3 rue Maclonay, Pregnin FR-01630 Saint-Genis-Pouilly	0033 450 420775 baronsfamily@orange.fr
BIZOUERNE Denise (UNOG)	77 chemin de la Versoix FR-01220 Sauvigny	0033 450 410259 abiadbiz48@bluewin.ch
BUCKLEY Patrick (WFP)	P.O.Box 1714, CH-8640 Rapperswil	0041 55 2110842 buckley@greenmail.ch
CASTELLA Josiane (WHO)	Rue de l'Aspergière 12 CH-1247 Anières	0041 22 751 1468 josianecastella@vtxmail.ch
CHAMBOST Michel J. (WHO)	25 allée du Grand-Pré FR-74160 Beaumont	0033 450 044054 chambost@aol.com
CHERBUIN René # (UNOG)	Chemin des Milans Aire 8 CH-1219 Vernier	0041 22 797 2214 rcherbuin@hotmail.com
CHRISTOV Dragan # (ILO)	Avenue Adrien-Jeandin 22 CH-1226 Thônex	0041 22 349 5179 draganchristov@hotmail.com
COURVOISIER Kristin (ITU)	Rue Lamartine 10, CH-1203 Genève	0041 22 345 9713 kricour@bluewin.ch
DE WILDE Jan (IOM)	Chemin du Carre 5, CH-1271 Givrins	0041 22 369 0251
DEVANTHÉRY-LABRY Katia (UNOG)	Route de Sézegnin 49 CH-1285 Athenaz	0041 22 756 2105
DUFOUR Rosemary (WHO)	Chemin des Hauts-de-Genthod 7 CH-1294 Genthod	0041 22 774 2878 dufour.ensell@bluewin.ch
EGDGAR Sandra E. (WHO)	Route de Colovrex 11 CH-1218 Le Grand Saconnex	0041 22 798 9648 edgarwright@bluewin.ch
FOURNIER Dorothea (WHO)	237 route de la Gare, FR-74580 Viry	0033 450 047011
FRANCOIS Nicole	4 rue Jules César, Les Echampés FR-25370 Jougue	0033 381 491316 nicole.francois01@worldonline.fr
GALLAND Gabriel (UNOG)	181 route de Méran FR-74930 Reignier	0033 450 434130 gabriel.galland@orange.fr
GAVINIO Jesusa # (ITU)	Rue de Moillebeau 3A CH-1209 Genève	0041 22 733 7197 susie.gavinio@yahoo.com
GOGGIN Thomas (UN)	C/o Mrs M. Goggin, Kilfinance Co. Limerick, Ireland	00353 63 91045 thomasgoggin@gmail.com
GRAYSTON Graham C. (UNCTAD)	Avenue de Vaudagne 33 CH-1217 Meyrin	0041 22 782 5025 graystonjg@yahoo.com.au
HAMID Rashid # (UNOG)	Grand Montfleury 44 CH-1290 Versoix	0041 22 779 4123 rashid.hamid@gmail.com
HARBINSON Stuart (WTO)	703 route des Crêts de Fessy FR-74800 Arenthon	0033 450 035857 stuart.harbinson@gmail.com
JEMIAI Hedi (UNFPA)	2751 avenue de la Resistance FR-83000 Toulon	0033 494 583833 hjemiai@gmail.com
LAMBRINOUDAKIS Stylianos (UNHQ)	Arkadiou 46, GR-15562 Holargos	0030 210 654 5673 stevlambri@yahoo.com
LAVANCHY Philippe (UNHCR)	8 chemin Pré-Similien FR-01210 Ferney-Voltaire	0033 450 283082 lavanchyph@hotmail.com

LOCHON Barbara A. (ILO)	Chemin du Sautoir d'Or 9 CH-1294 Genthod	0041 22 774 1196 lochon@bluewin.ch
MARTIN Vera # (UNOG)	Les Consuls, 8 avenue de la Croix des Gardes, FR-06400 Cannes	0033 493 681203 zulu1alpha@gamil.com
MASANA Elena (ITU)	Chemin du Rond-Point 1 CH-1170 Aubonne	0041 21 808 7125 elena.masana@sefanet.ch
MAWSON Frances E. # (WHO)	Chemin de la Ramée 10 CH-1217 Meyrin	0041 22 782 0312 f.mawson@infomaniak.ch
MEADEN Julie (ITU)	Grand-Montfleury 22 CH-1290 Versoix	0041 22 755 2575 julie.meaden@yahoo.com
O'LOUGHLIN Anthony (Tony) (UNECE)	Chemin François-Lehmann 32 CH-1218 Le Grand Saconnex	0041 22 798 3643 aw.oloughlin@gmail.com
OYARZUN REYES Diego (UNCTAD)	25 La Vigne au Chat FR-01220 Sauvigny	0033 450 411 898 oyarzun.diego@gmail.com
RIZWANULLAH Muhammad # (UNHCR)	Via Antonio Gramsci 16 IT-00197 Rome	0039 06 3233 446 muhammad.r@alice.it
SANDBERG v GREENOCK Harry (UN)	Chemin des Foulis 15 CH-1222 Vérenaz	0041 79 737 6667 hosgreenock@gmail.com
SOMMARO Elizabeth (ILO)	Avenue Adrien-Jeandin 8 1226 Thônex	0041 22 734 6296 lizwynsommario@mysunrise.ch
STACKELBERG Catherine (UNOG)	Grand Rue 28, CH-1204 Genève	0041 22 310 3485
THOMPSON Susan # (UNOG)	1 rue de l'Abreuvoir, FR-11510 Fitou	0033 46 8484425 suthompson@hotmail.com
TREBILCOCK Anne (ILO)	Wohlendorf 19, DE-27336 Retham	0049 5165 291697 annetrebil@aol.com
ULANGCA Minerva (ITC)	Rue Daubin 33A, CH-1203 Genève	0041 22 340 0080
WIEDMER Renate (WHO)	Eden Parc, 15C avenue de Genève FR-74160 Saint-Julien-en-Genevois	0033 450 753574 wiedmer.r@wanadoo.fr
WILLIAMS Philip A.W. (ITC)	Apt. 61, Promenade de l'Europe 7 CH-1203 Genève	0041 22 340 1279 phaww@hotmail.com
WOODALL Cindy (UNHCR)	Ruelle de la Forge, CH-1261 Le Vaud	0041 22 366 1676 cj-woodall@hotmail.com
ZUMKELLER Christine # (UNFCCC)	Hopmannstrasse 13 DE-53177 Bonn	0049 228 371441 czumkeller@yahoo.com

CHANGEMENTS D'ADRESSE CHANGES OF ADDRESS

AHMAD Zubeida	Avenue du Budé 7, CH-1202 Genève	
AKHTAR Carla	Chemin Taverney 7 CH-1218 Le Grand Saconnex	0041 22 788 1254 carla.akhtar@bluewin.ch
BEATTIE Rosemary	84 Allée Condorcet FR-01630 Saint-Genis-Pouilly	rosemary.beattie@wanadoo.fr
BENBOUALAM Martine	Résidence Le Président de Faucigny, 1 allée du Clos, FR-74100 Annemasse	0033 6 7585 3670 martinebenboualam@yahoo.fr
BÉRARD Juliette	EMS Les Pins, chemin de l'Erse 2 CH-1218 Le Grand Saconnex	0041 22 595 4402
CHATELAN Pierre	Chemin du Bugnon 29 CH-1024 Ecublens	
FAUCHON Carine	Les Jardins d'Arcadie, App.6 2 rue de Vénétié FR-74940 Annecy-le-Vieux	
FERNANDEZ DEL PINO Luisa	Rue des Charmilles 26 CH-1203 Genève	
GIRARD Germaine	55 impasse du Tilleul FR-01280 Prévessin-Moëns	
GUETTE Jean Michel		jm.guette@wanadoo.fr
HELENIUS Hans	Botbygardsvägen 8C 38 FI-00910 Helsinki 91	
KEFFER Marlene	C/ Camino de la Costa ES-38400 Puerto de la Cruz, Tenerife Iles Canaries	
KHMELNITSKI Alisa	Rue Gardiol 9 CH-1218 Le Grand-Saconnex	
KRUMMEL Carl		cskrummel@email.com
KULHANDJIAN Chantal		chantal.ck@hotmail.fr
LANSKY Evelyn	959 route de Bonnaz FR-74250 Fillinges	evelyn.lansky@tele2.fr
MARGUET Ita		itamarguet@gmail.com
MARIOTTE Anne	13 chemin Florian, entrée f FR-01210 Ferney-Voltaire	
MESFIN GABRE Michael	Chemin Edmond Rochat 32A 1217 Meyrin	
MILNER Claire-Lise	Chalet Madoulaine, chemin des Vernes, CH-1884 Arveyes	
PILLET Sylvaine	112 boulevard Malesherbes FR-75017 Paris	sm-pillet2@wanadoo.fr
ROCHER Gérald	Route de Burencz 37C CH-1092 Belmont	g_n_rocher@hotmail.com
WILLIAMS Cheryl	UNRWA, Jordan Field Office P.O.Box 484, 11118 Amman, Jordan	cherylwilliams@bluewin.ch

ILS NOUS ONT QUITTÉS THEY HAVE PASSED AWAY

Par suite d'une erreur extrêmement regrettable, nous avons annoncé dans le Bulletin de décembre 2007, dans cette rubrique, le décès de Mme Holly Masee, ancienne fonctionnaire de l'UNESCO. Notre collègue est bien vivante et nous lui renouvelons nos plus vives excuses, ainsi qu'à tous ses amis que cette nouvelle a alarmés à tort.

UNOG – ONU GENÈVE

AHMED Mohamed Sheikh	19 04 2007
BARD Elisabeth	11 07 2007
BENTIL Moses B.K.	30 07 2007
BLANDIN Jean M.	18 06 2007
DARWISH Mostafa Darwish	déc. 2007
DEMOLIS Simone Andrée	29 05 2007
GENTINA Carlo	29 07 2007
GORGAS Y GALAN José	03 08 2007
GUEHRIA Saïd	17 01 2008
HEMMELEER Pierre Antoine	19 06 2007
HO Thi Tieu-Sinh	03 07 2007
HOFFMANN Hans	21 06 2007
MACCAFERRI Idelfranca	13 06 2007
MEJIA Pedro	07 08 2007
MENDE Vera	22 08 2007
MICHEL Brigitte	15 12 2007
PAUNIO Jouko	19 06 2007
RUET P.	20 08 2007
SARMA Kannamma	26 06 2007
SAYADI Dalila	23 05 2007
SZAMOSVOLGYI E.	unknown
TAWA Joseph	25 07 2007
ULRICH Albertine	07 06 2007
WRIGHT Josephine H.	15 06 2007

UNCTAD – CNUCED

AKHTAR Ijaz	16 02 2008
NICOLLE Dunstan Ivan	18 01 2008

UNHCR

BARROZO Filipina	14 02 2008
JAHN Eberhard	20 01 2008
TADESE Fantaye	07 06 2007

GATT

BARRANCO Y GARCIA Pedro	05 06 2007
OSTAN Christine	08 05 2007

ITC – CIC

GRANITE Drora	22 11 2007
---------------	------------

ILO – BIT

BAUD Henry	25 09 2007
BERKHOUT J	01 07 2007
BIAGGIOTTI Pasqualino	02 06 2007
CICHOWSKI Andrée	23 06 2007
COLLIER Roy	29 07 2007

CROTTET A.P.	01 06 2007
DIDELLOT Simone Marie J.	10 12 2007
DOPPLER Irène	19 10 2007
DUCOMMUN Rosalie	20 02 2008
ECKER Monique Henriette	27 07 2007
EPSTEIN Edythe	19 09 2007
GALABERT Micheline	06 11 2007
HAMMOND Henry	15 02 2008
HISLAIRE Claude	10 02 2008
HOPKINS David	30 06 2007
JACOBS Walter	22 12 2007
KOULISCHER Louba	24 05 2007
KNIGHT James « Jim »	30 12 2007
LAVERRIÈRE Berthe	13 06 2007
LE ROUX Irene	04 05 2007
LEGRIS Louise	24 05 2007
LELIEVRE D.	06 06 2007
LOVERIDGE Edric	28 06 2007
MORGAN Glenda	27 05 2007
NER N.	10 08 2007
NKURLU Jackson Immanuel	12 11 2007
PUYSEGUR Guy	14 07 2007
ROBERT M.	20 05 2007
ROWLAND Robert	07 06 2007
SANTINES CAVIA Simone A.	28 07 2007
SCHMID Elisabeth	22 07 2007
SNYDER D.L.	17 06 2007
SWANGPOL Narong	01 07 2007
THOMAS Georges	25 08 2007
UCCIANI Carmen	03 03 2007
WERLEN J.E.	unknown

ITU – UIT

BOYLE Archie W.	17 07 2007
GUILLOT Pierre Antoine L.	13 08 2007
HERON Joan Muriel	03 06 2007
LEHNE Betty	24 06 2007
RIZZATO Ginette	08 06 2007
SOWTON Charles William	03 07 2007

WHO – OMS

ASANTE Yaw	22 06 2007
BAILEY Norman T.J.	29 01 2007
BELLI Georges	nov. 2007
BONNEFOY Xavier	18 11 2007
BROWN Arthur E.	unknown
CARBALLO ARRIETA Dulcie A.	26 04 2007
CARMONA François Antonio	15 06 2007

CHAND Uttamdevi	07 06 2007	DAVANT Jeanne V.	08 08 2007
CHANG Hyun Kwang	11 08 2007	DESMOND Gerald M.	23 06 2007
DEROLLAND Roger S.	02 06 2007	FEND Ma-Tha-E	17 06 2007
DJELANTIK A.A.M.	sept. 2007	FERIA Asuncion	10 08 2007
DOWDALL Patricia	20 07 2007	FOSCA I.	15 07 2007
ELOM Suzanne	22 06 2007	FOIN Elma	02 08 2007
ESCAJADILL O'CONNOR G.	unknown	GREEN Ruby	10 07 2007
FRANCO Franco	unknown	HENNET Irene Iloyos	unknown
GARCIA Martin	02 07 2007	HESSE Eleanor Alicia	29 07 2007
GEUSEBROEK Barbara B.	07 05 2007	HOFFMAN Mirja	02 03 2007
GIBBS Margaret	nov. 2007	KANOJIA Devi Dayal	07 05 2007
GRUFFAT Agnes	13 05 2007	KHOURI Zubeida	02 06 2007
GUTIERREZ Antonia Mercedes	04 07 2007	KIPERNOI Margaret	11 03 2007
HANANIA Olga	17 07 2007	LEPELTIER C.	27 07 2007
HEATH Robert D.	17 07 2007	LIU Maurice Trescott	unknown
HENRIOUD Didier	10 06 2007	MAGAT Conrado Somera	14 06 2007
HOGG Isobel M.	25 06 2007	MAYAN Alice	25 08 2007
HUBERT Cecile M.J.	20 07 2007	MELINGOPOULO Anthony	07 06 2007
HUSAIN Mumtaz	14 05 2007	MILON Rolande Jeannette	unknown
JACKSON M. Jeffrey	16 06 2007	MISRA Ram N.	19 07 2007
JARAMILLO Esther	26 06 2007	MOLLER Adelaide	28 07 2007
KALICINSKI Kajetan S.	22 07 2007	MURRAY Jessie	15 04 2007
KAUR Krishan	13 07 2007	NATANAGARA Jessie	31 05 2006
KELLER Wolfgang D.E.	18 06 2007	NICOLINI P.A.	05 06 2007
KELLETT Kathleen	unknown	NIELSEN H.E.	10 08 2007
KHULLAR Y.P.	05 06 2007	NUNEZ Georgina	28 06 2007
KOUTA-LOPATEY Mathias	23 05 2007	PADEN Lillian	07 07 2007
LOWE D. Armstrong	22 08 2007	PEDERSEN Gertrude	30 05 2007
McDOUGALL Marietta	19 06 2007	PENNACINO Nelly	27 07 2007
MERCIER (VERIN) Arlette B.	26 06 2007	RATHOR Om P.	21 05 2007
MINTCHEV Petar I.	10 06 2007	RUIZ Minagorre Aurelio	22 06 2007
MONSUR Quzai Anwara	14 06 2007	SEIN Myint Myint	unknown
MUMM Elizabeth E.	21 07 2007	SERRANO Antoine	03 07 2007
NDEBEKA Hélène	01 04 2007	SULLIVAN Delza	unknown
OULI Koudougou	18 06 2007	TOERIEN Marie	30 08 2007
PAGE Fernand	21 06 2007	TIMG Cjem Dap	05 07 2007
PENA MOHR Jorge A.	31 05 2007	TWIGT-KLAPWIJK Alida	31 05 2007
POPOVIC Slavica	31 05 2007		
ROYALIL B.W.	02 04 2007	ECLAC – CEPAL	
SCHLIESSMANN Donald J.	03 07 2007	BROUSSAIN Ana Rita	24 06 2007
SHAW Yuksel	02 08 2007	EYZAGUIRRE Jjuana O.	05 05 2007
SUD Madan Lal	14 04 2007	GONZALEZ Jesus	11 07 2007
TAWA Joseph	25 07 2007	HARKER Trevor	19 06 2007
VERDUGO-BINIMELIS Dar	05 06 2007	MERINO DE ARRAZA Maria	15 05 2007
WILSON Earle W.	10 06 2007	VALDEBENITO Josefina	17 07 2007
YOUSSEF Farida	08 06 2007	VARGAS Maria Teresa	03 05 2007
WIPO – OMPI		EPPO	
MAISONNEUVE Gunther	17 08 2007	DAVAINE Yolande	04 05 2007
WMO – OMM		ESCAP – CESAP	
DHAWAN Chunni Lal	27 02 2007	HABLEE Naen	07 08 2007
		HOLUB Alois	13 08 2007
UNHQ – ONU NEW YORK		MEENAKSHI V.S.	18 07 2007
ALMIRALL Antonio	21 06 2007	MINOCHER Hornji	31 05 2007
ALY Kamel Yousef K.	17 08 2007	YASAS Frances	03 11 2006
ANAND Satya	21 07 2007		
BI Ji-Long	30 05 2007	FAO	
BON Earl	unknown	ABDEL-AZIZ Abdel-Hamid	24 10 2006
		ABDULLAH M.	06 06 2007

ALLEN Peter	25 05 2007
ANGELLA Antoinette	27 07 2007
ANIM-APPIAH John	12 04 2007
BABAN Rozgar Tahir	06 03 2007
CASEBEER Helen B.	19 05 2007
CHAPMAN Dionisia	01 08 2007
CHASSAIONON V.E.	04 02 2007
CLARET Y.	16 05 2007
CLIFFORD Maria	unknown
COFFMAN Charles Richard	01 08 2007
COLEMAN Peter George	31 05 2007
DE SILVA P.D.U.	09 07 2007
ESHETU T.S.	20 06 2007
FINDLAY Ellis	27 07 2007
GEORGIEFF Michael	07 08 2007
HANSEN K.K.	29 04 2007
HATT Bo-Bertil	20 05 2007
HOLFORD Barbara A.	12 08 2007
HUYGEN Jean-Pierre	11 08 2007
KERMODE Graham	21 06 2007
KESTEVEN Marjorie	07 08 2007
LAL Sardar Behari	03 06 2007
LAMBERT Françoise	31 05 2007
MANN Erica	04 06 2007
MOHAMED HUSSAIN Fathia	19 07 2007
MOROJELE Clifford	13 07 2007
MULLER Augusta	19 01 2007
NESSA Jebun	14 05 2007
PERCY Peter Frank	30 06 2007
PIOT Germaine M.	20 06 2007
RACZ Ivanne	12 06 2007
RAJARAM Alamelu	27 06 2007
SAHOTA P.	03 08 2007
SENTENAC Robert	02 06 2007
SHABAN M.	23 06 2007
STAINBURN John Michael	19 08 2007
STEVENS Hélène	07 08 2007
SYLLA Almamy	04 08 2007
TALLIER Lucette	07 06 2007
TESFAGIORGIS Birenesh	12 11 2006
TESHA Patrick	23 05 2007

IAEA – AIEA

COHEN Mourad	13 08 2007
POHL Margaretha	14 06 2007
ROEED Sigurd S.	23 08 2007
SALAM Hafiza	unknown

ICAO – OACI

CHOI Bong A.	14 06 2007
GARCIA-SUAREZ Azucena	14 07 2007
HANNA Marie	07 08 2007
MALICSI Rixardo B.	23 06 2007
MARTINEZ Alberto R.	17 03 2007
M'BAYE Ousmane	27 06 2007
NARBAY Roger	24 08 2007
PARENT J.M.	25 06 2007
POL Edgar P.	20 06 2007
TRIMZEE Sayed Farman	01 06 2007
WHEATLEY Sydney Hurt	08 07 2007

IMO – OIM

BRETONNEL Jacqueline	14 06 1995
----------------------	------------

UNDP – PNUD

AKHTAR Sheikh Mohammad	20 06 2007
BORNA Bertin	15 06 2007
EL SADIG Nagim El Din Abu B.	24 02 2007
ISHAQ Sofia Yousif	unknown
MATHEWS Leslie	26 01 2003
MUNYIRI Francis Ngunyi	12 12 2006
NICHOLAS Madalamuthu	22 05 2007
RAWAT D.S.	22 05 2007
SANCHEZ DE FARIAZ B.	22 01 2007
SETHNA Rohinton	21 06 2007
SWANGPOL Narong	01 07 2007
TAYLOR Joseph	12 07 2007
VALLEJOS DE ESPINOLA C.	07 06 2007
WANTI Kala	27 06 2007

UNECA

LE ROUX Irene	04 05 2007
---------------	------------

UNECWA – CESAO

DARWEESH Omar	23 02 2006
---------------	------------

UNEP – PNUE

BJORKLUND Mona Ingegard	unknown
OLEMBO Reuben James	13 03 2005

UNESCO

BECKMANN Hans	07 06 2007
BEN MEBAREK Mohamed	10 07 2007
BERTELSEN Paul	13 10 2007
BOISARD Marthe Marie J.	unknown
BOLIVAR IZQUIERDO Ignacio	17 10 2007
BRAUNWARTH Maurice	unknown
CHAMPY Vera	16 07 2007
CHEA Kosal	02 01 2007
CREBESSEGUES Madeleine	04 10 2007
DA SILVA Edgar	08 10 2007
DEKENS Janine Marie Thérèse	17 08 2007
DELFOSSÉ Jeanne V.	15 07 2007
DENARDO Gallieno	23 07 2007
FELENDLER Denise A.	27 08 2007
JARMIN Natalia	18 08 2007
KESTERTON Barbara	20 05 2007
KRAUSE Dale	17 08 2007
LUSSIER Claude	21 06 2007
MANSOUR Salah	08 07 2007
MASTIN Robert L.	14 06 2007
MUHUSEEN Mohamed	20 04 2007
PASCALL E	09 07 2007
PLASSAIS Jean-Claude	22 10 2007
POBUKOVSKA Michail	03 06 2007
PORGES Simone	15 09 2007
RAYMOND Nadine	17 08 2007
SEYDOU Amadou	21 10 2007
SINGH Amar	11 06 2007
TOUCHET Marie-Claire	02 11 2007

UNIC

Gomez Isaias L. 20 07 2007

UNICEF

BOUA Nang 29 06 1992
CENTENERA Luis 05 07 2007
DE SILVA Ubhaya 14 07 2007
DYDO Joan A. unknown
GAFFNEY Graeme 08 07 2007
HEYWARD Elisabeth 29 07 2007
OKADA Else 05 04 2007
PHENG< Somboun K. 15 07 2007
RIOS Juan Hinososa 06 06 2007

UNIDEP

HADGU Habte 11 02 2007

UNIDO – ONUDI

DREMSEK Alfred Rudolph 25 05 2007
LOMNICKY Jamila L. 08 04 2007
SHARPSTON Pauline Moyra 26 05 2007
SHAW Jean 11 05 2007
SNITT Sture Bertil 25 05 2007

UNRWA

LANGLEY Bryan J.B. 31 01 2008
SEIFERT H.L. 20 07 2007